

GRAND PARIS EXPRESS

Accord-cadre n°2025MAPA004

Accord-cadre de travaux pour la réalisation de frayères et d'une zone de compensation hydraulique dans le cadre des mesures de compensations environnementales de la Ligne 15 Sud du Grand Paris Express

Lot 1 : création de zones de frayères et de repos pour les espèces protégées des milieux aquatiques

Lot 2 : création d'une zone de compensation hydraulique

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) Commun aux 2 lots

Date	Indice	Suivi des modifications	Rédaction	Vérification	Validation
Mars 2025	1	Première édition	HT/BGP	MCH	RPO

ENTITE ADJUDICATRICE

Société des grands projets (SGP)

Immeuble Le Moods - 2-4 mail de la Petite Espagne – 93200 Saint-Denis

SOMMAIRE

<u>1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE - DISPOSITIONS GENERALES.....</u>	<u>6</u>
1.1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE - DESCRIPTION SUCCINCTE ET EMPLACEMENT DES TRAVAUX	6
1.2. FORME DE L'ACCORD-CADRE	6
1.3. TRANCHES	6
1.4. ALLOTISSEMENTS	6
1.5. MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	7
1.6. INTERVENANTS	7
1.6.1. MAITRE D'OUVRAGE ET ENTITE ADJUDICATRICE.....	7
1.6.2. BUREAU D'ETUDES - CONCEPTEUR	7
1.6.3. COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE	7
1.7. REPRESENTANT DU TITULAIRE	8
1.8. OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	8
1.8.1. OBLIGATION DU MANDATAIRE ET DES MEMBRES EN CAS DE GROUPEMENT	8
1.9. DESIGNATION DE SOUS-TRAITANTS EN COURS DE MARCHE	11
1.9.1. SOUS-TRAITANCE DIRECTE	12
1.9.2. SOUS-TRAITANCE INDIRECTE.....	13
1.10. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS D'INTERVENANTS ETRANGERS	13
1.11. CONFIDENTIALITE	14
1.12. FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS A DESTINATION DU TITULAIRE	15
1.13. QUALITE.....	15
1.14. ENVIRONNEMENT	16
1.15. TRAVAUX REALISES PAR D'AUTRES MAITRES D'OUVRAGE, OU D'AUTRES ENTREPRENEURS A PROXIMITE DE CHANTIERS AVOISINANTS	16
1.16. PLAN DE GESTION DE CRISE	16
<u>2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE</u>	<u>17</u>
2.1. PIECES PARTICULIERES.....	18
2.2. PIECES GENERALES	19
<u>3. PRIX ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES - MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES</u>	<u>20</u>
3.1. PRIX	20
3.1.1. FORME ET CONTENU DES PRIX	20
3.1.2. DECOMPOSITION D'UN PRIX FORFAITAIRE OU SOUS-DETAILS DE PRIX UNITAIRES	22
3.2. CONSTATATIONS ET CONSTATS CONTRADICTOIRES	22
3.3. VARIATION DANS LES PRIX	23
3.3.1. VARIATION DES PRIX	23
3.3.2. MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE.....	23
3.3.3. CHOIX DE L'INDEX DE REFERENCE	23
3.3.4. MODALITES DE REVISION DES PRIX	23
3.3.5. APPLICATION DE LA TAXE A LA VALEUR AJOUTEE.....	24
3.4. MODALITES DU REGLEMENT DES COMPTES DE L'ACCORD-CADRE – DELAI DE PAIEMENT .	24
3.4.1. REMUNERATION DU GROUPEMENT TITULAIRE.....	24
3.4.2. VERIFICATION DE LA CONFORMITE DES PRESTATIONS, D'ETABLISSEMENT DES SITUATIONS MENSUELLES (EDIFLEX) ET DE PRESENTATION DES FACTURES (CHORUS PRO).....	25

3.4.3.	DELAI GLOBAL DE PAIEMENT DU TITULAIRE	26
3.4.4.	MODALITES DE PAIEMENT DIRECT DES SOUS-TRAITANTS.....	26
3.4.5.	DEMANDE DE PAIEMENT FINAL-DECOMPTE GENERAL-SOLDE DES MISSIONS	27
3.5.	TRAVAUX MODIFICATIFS OU SUPPLEMENTAIRES.....	27
3.6.	AUGMENTATION DU MONTANT DES TRAVAUX.....	28
3.7.	CHANGEMENT DANS L'IMPORTANCE DE DIVERSES NATURES D'OUVRAGE	28
3.8.	PRESTATIONS A BONS DE COMMANDE.....	29
3.8.1.	GENERALITES	29
3.8.2.	VISITE CONTRADICTOIRE DU(ES) SITE(S).....	29
3.8.3.	MODALITES D'ETABLISSEMENT DES BONS DE COMMANDE	29
4.	<u>CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....</u>	30
4.1.	AVANCE.....	30
4.1.1.	AVANCE AU TITULAIRE OU A SES SOUS-TRAITANTS.....	30
4.1.2.	AVANCES SUR MATERIELS	30
4.2.	RETENUE DE GARANTIE	30
5.	<u>DELAI D'EXECUTION - PENALITES.....</u>	32
5.1.	DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX	32
5.1.1.	DELAI GLOBAL.....	32
5.1.2.	DELAIS PARTIELS.....	32
5.1.3.	PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION - INTEMPERIES	33
5.2.	PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION-PENURIE DES APPROVISIONNEMENTS	34
5.3.	PENALITES.....	34
5.3.1.	GENERALITES SUR LES PENALITES	34
5.3.2.	PENALITES POUR NON-RESPECT DE LA SITUATION FISCALE – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE – CODE DU TRAVAIL.....	37
5.4.	RETENUES PROVISOIRES	37
6.	<u>PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....</u>	37
6.1.	PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	37
6.2.	VERIFICATION QUALITATIVE DES MATERIAUX ET PRODUITS – ESSAIS ET EPREUVES	38
7.	<u>PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX ET PRESTATIONS.....</u>	38
7.1.	PERIODE DE PREPARATION ET PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX	38
7.2.	ÉTUDES D'EXECUTION.....	38
7.3.	INSTALLATION, ORGANISATION, HYGIENE, SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS SUR LES CHANTIERS	39
7.3.1.	PRINCIPES GENERAUX	39
7.3.2.	DISPOSITIONS PARTICULIERES EN CAS D'INOBSERVATION DES PRESCRIPTIONS SUR LA SECURITE	39
7.3.3.	INSTALLATION DE CHANTIER	40
7.3.4.	INSTALLATIONS PARTICULIERES REALISEES PAR LE TITULAIRE	40
7.3.5.	AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES	40
7.3.6.	DECLARATION D'INTENTION DE COMMENCEMENT DE TRAVAUX (DICT).....	40

7.3.7.	GARDE DU CHANTIER - ACCES AU CHANTIER	41
7.3.8.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE VIS A VIS DE SES SOUS-TRAITANTS	42
7.3.9.	LOCAUX POUR LE PERSONNEL	42
7.3.10.	REGISTRE DE CHANTIER	42
7.3.11.	SECURITE DU CHANTIER	43
7.3.12.	PROTECTION CONTRE L'INCENDIE	44
7.4.	REUNIONS ET VISITES DE CHANTIER	44
7.5.	SIGNALISATION DES CHANTIERS A L'EGARD DE LA CIRCULATION PUBLIQUE	44
7.6.	CIRCULATION SUR LES VOIES PUBLIQUES ET PRIVEES	45
7.6.1.	PRESRIPTIONS GENERALES	45
7.6.2.	ITINERAIRES D'ACCES ET DE TRANSPORT	45
7.7.	DEGRADATIONS CAUSEES AUX VOIES PUBLIQUES	45
7.8.	NETTOYAGE DES VOIES PUBLIQUES	45
7.9.	SUJETIONS RESULTANT DU VOISINAGE DE CHANTIERS DE TRAVAUX ETRANGERS A L'ENTREPRISE	46
7.10.	DETERIORATION OU VOL	46
7.11.	MESURES D'ORDRE SOCIAL - APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL, LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE	46
7.11.1.	MESURES D'ORDRE SOCIAL	46
7.11.2.	APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL, LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE ET SALAIRES DETACHES TEMPORAIREMENT	46
7.12.	RESPONSABILITE DU TITULAIRE EN CAS DE POLLUTION	49
8.	<u>CONTRÔLES, RECEPTION ET GARANTIES DES TRAVAUX</u>	50
8.1.	ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX	50
8.1.1.	ESSAIS DU TITULAIRE	50
8.1.2.	ESSAIS A LA DEMANDE DU MAITRE D'OUVRAGE	50
8.1.3.	CONTROLES SPECIFIQUES AU LOT 2 DU PRESENT ACCORD-CADRE	50
8.2.	DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (DOE)	51
8.3.	RECEPTION	52
8.4.	GARANTIES	53
8.4.1.	GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT	53
8.4.2.	GARANTIE DECENNALE	54
8.4.3.	GARANTIE DE REPRISE DES VEGETAUX	54
8.4.4.	PRECISIONS SUR LES FOURNITURES	55
9.	<u>RESPONSABILITES ET ASSURANCE</u>	55
9.1.	RESPONSABILITES	55
9.2.	ASSURANCES	55
9.2.1.	RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE (RC)	55
9.2.2.	RESPONSABILITE CIVILE DECENNALE OUVRAGE SOUMIS	57
9.2.3.	ASSURANCES DE RESPONSABILITE CIVILE DECENNALE (RCD) « OUVRAGES NON-SOUMIS »	57
9.2.4.	DISPOSITIONS DIVERSES CONCERNANT LES ASSURANCES	58
10.	<u>CONFLITS D'INTÉRÊTS – ÉGALITÉ DE TRAITEMENT – PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE LA CORRUPTION</u>	58
10.1.	CONFLITS D'INTERETS	58
10.2.	EGALITE DE TRAITEMENT	59

10.3.	PREVENTION ET LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	59
<u>11.</u>	<u>CHANGEMENTS DANS L'ENTREPRISE TITULAIRE</u>	<u>60</u>
11.1.	CHANGEMENTS DANS LA STRUCTURE DE L'ENTREPRISE.....	60
11.2.	REMPLACEMENT DU CONTRACTANT INITIAL SANS NOUVELLE MISE EN CONCURRENCE...	60
<u>12.</u>	<u>CONFIDENTIALITÉ.....</u>	<u>61</u>
<u>13.</u>	<u>RESILIATION DU MARCHE - MESURES COERCITIVES - REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES.....</u>	<u>62</u>
13.1.	RESILIATION ET MESURES COERCITIVES	62
13.2.	DOMMAGES DIVERS CAUSES PAR LA CONDUITE DES TRAVAUX OU LES MODALITES DE LEUR EXECUTION ET OBLIGATION DE REPARATION DU TITULAIRE	62
13.3.	REGLEMENT DES DIFFERENDS	62
<u>14.</u>	<u>MISE A DISPOSITION DE DONNÉES.....</u>	<u>63</u>
<u>15.</u>	<u>UTILISATION DES RÉSULTATS</u>	<u>64</u>
<u>16.</u>	<u>DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX</u>	<u>66</u>

1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE - DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet de l'accord-cadre - description succincte et emplacement des travaux

Le présent accord-cadre porte sur des travaux pour la réalisation de frayères et d'une zone de compensation hydraulique dans le cadre des mesures de compensations environnementales de la Ligne 15 Sud du Grand Paris Express.

L'emplacement des travaux, leur description et leurs spécifications techniques sont indiqués dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et seront précisés lors de l'émission des bons de commande.

1.2. Forme de l'accord-cadre

Conformément aux dispositions des articles L.2125-1 et R.2162-1 à R.2162.6 du code de la commande publique, la présente procédure concerne un accord-cadre à bons de commande dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est conclu avec 1 attributaire par lot (confère article 1.4 du présent document).

Non exclusivité : le présent accord-cadre à bons de commande ne confère pas de droit d'exclusivité au titulaire sur les prestations objet des bons de commande. Ainsi, la Société des grands projets se réserve la faculté de conclure avec d'autres opérateurs économiques des marchés répondant à des besoins précis et spécifiques ou aux enjeux particuliers, sur les prestations qui font l'objet du présent accord-cadre.

1.3. Tranches

L'accord-cadre ne comporte pas de tranches.

1.4. Allotissements

L'accord-cadre est composé des 2 lots suivants :

Le Lot 1 : concerne les travaux pour la création de zones de frayères et de repos pour les espèces protégées des milieux aquatiques dans le cadre des mesures de compensations environnementales de la Ligne 15 Sud du Grand Paris Express.

Le Lot 2 : concerne les travaux pour la réalisation d'une zone de compensation hydraulique dans le cadre des mesures de compensations environnementales de la Ligne 15 Sud du Grand Paris Express.

Chaque lot objet de la présente procédure donne lieu à un accord cadre mono-attributaire à bons de commande sans montant minimum mais avec un montant maximum et exécuté au fur et à mesure de l'émission de bon(s) de commande.

Le montant maximal est fixé, par lot et pour l'ensemble de la durée de chaque lot, comme suit :

- lot 1 : 1 455 000 € HT,
- lot 2 : 630 000 € HT.

1.5. Marchés de prestations similaires

En application de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au Titulaire des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre de l'accord-cadre, dans le cadre d'un marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalables.

1.6. Intervenants



1.6.1. Maître d'ouvrage et entité adjudicatrice

Société des grands projets
Immeuble « Le Moods »
2, Mail de la Petite Espagne
93200 SAINT-DENIS

1.6.2. Bureau d'études - concepteur

La Société des grands projets s'est appuyée sur le groupement de bureaux d'étude GINGER BURGEAP/BIOTOPE pour l'élaboration des dossiers réglementaires de la ligne 15 Sud (Loi sur l'eau, Espèces protégées, ...), et la conception des mesures environnementales jusqu'aux projets présentés dans les documents du présent accord-cadre.

À ce titre, le groupement GINGER BURGEAP/BIOTOPE pourra intervenir auprès des titulaires du présent accord-cadre pour assurer un pilotage et un suivi des prestations engagées par le Maître d'ouvrage.

	GINGER BURGEAP – Région Ile-de-France 143 avenue de Verdun – 92 442 ISSY-LES-MOULINEAUX cedex
	BIOTOPE – Agence Bassin Parisien 25 Impasse Mousset – 75 012 PARIS

1.6.3. Coordination Sécurité et Protection de la Santé

La mission confiée au CSPS est définie au sens du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994, relatif à l'intégration de la sécurité et de la protection de la santé dans les opérations de bâtiment et de génie civil (articles R 4532- 1 et suivants du Code du travail). Les travaux à réaliser relèvent de la catégorie 2.

Le Plan Général de Coordination établi par le coordonnateur SPS (P.G.C.S.P.S.) est joint en annexe du CCTP du présent accord-cadre.

Le titulaire doit observer les dispositions particulières de sécurité liées à la nature du chantier. Ces dispositions doivent être prises en compte pour l'établissement de ses prix. Le titulaire ne pourra prétendre à aucune prolongation des délais ni à aucune indemnité à ce titre.

En complément de l'article 28.3 du CCAG Travaux, le titulaire doit rédiger, après inspection préalable commune, dans le cadre de ses interventions, son Plan Particulier pour la Sécurité et la Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) et l'adresser au Coordonnateur S.P.S. dans un délai de 30 jours calendaires à compter de la notification de l'accord-cadre.

Ces dispositions s'appliquent également aux cotraitants et aux éventuels sous-traitants à qui le titulaire doit remettre le Plan Général de Coordination (P.G.C.). Préalablement à leur intervention, ils disposent de 30 jours calendaires à compter de l'agrément du Maître d'ouvrage, pour remettre leur P.P.S.P.S. au coordonnateur S.P.S.

1.7. Représentant du titulaire

En application de l'article 3.4.1 du CCAG - travaux, le titulaire s'engage à faire connaître, dès la notification de l'accord-cadre, la ou les personne(s) physique(s) désignée(s) par lui et habilitée(s) à le représenter auprès du Maître d'ouvrage pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Il s'engage pareillement à faire connaître au Maître d'ouvrage toutes modifications intéressant la structure juridique ou économique de l'entreprise visées à l'article 3.4.2 du CCAG - travaux, sous peine d'encourir les pénalités et mesures coercitives prévues à l'accord-cadre.

1.8. Obligations du Titulaire

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance et s'engager à respecter la Charte Responsabilité Sociétale Fournisseurs, disponible sur le site internet de la Société des grands projets.

Le titulaire (et les cotraitants du groupement titulaire) étant personnellement responsable des obligations résultant de la partie de l'accord-cadre qu'il sous-traite, il s'engage à prendre toutes les dispositions utiles et nécessaires pour faire respecter les stipulations du présent article à son(ses) sous-traitant(s).

1.8.1. Obligation du mandataire et des membres en cas de groupement

L'acte d'engagement de l'accord-cadre indique la forme du groupement ainsi que les coordonnées du mandataire.

Si les entreprises qui constituent le groupement sont conjointes, chacune d'elles, à l'exception du mandataire engagé pour la totalité de l'accord-cadre n'est engagée que pour la ou les seules parties de prestations ou natures de prestations qui lui sont assignées.

Le mandataire du groupement est solidaire et garde la responsabilité de la coordination des membres du groupement et des tâches d'ordonnancement et de pilotage des études et des travaux.

1.8.1.1 Rôle du Mandataire

Le rôle du Mandataire comprend notamment les obligations décrites ci-après :

- l'exclusivité de la représentation des entrepreneurs co-traitants vis-à-vis, notamment, du Maître d'ouvrage, du Maître d'œuvre, ou du Coordonnateur SPS pour l'exécution de l'accord-cadre. Par conséquent, ces derniers se réservent à tout moment le droit de considérer comme nul et non avenu toute forme d'écrit émanant d'un co-traitant qui ne leur aurait pas été adressé par le Mandataire ;

- la transmission avec les directives appropriées dans les délais les plus courts, aux membres concernés du groupement, de toutes instructions, notes, plans, directives, ordres de service, etc. émanant du Maître d'ouvrage, du Maître d'œuvre, et du Coordinateur SPS ;
- la transmission au Maître d'œuvre en temps voulu des projets de décomptes ;
- la transmission au Maître d'ouvrage, au Maître d'œuvre, et au CSPS des livrables et informations conformément aux dispositions de l'accord-cadre ;
- la coordination des travaux et des systèmes qualité au sein du groupement ;
- le cas échéant, la transmission au Maître d'ouvrage de la répartition des pénalités et des retenues entre les co-traitants ; dans l'attente, les pénalités sont retenues en totalité sur la part incombant au Mandataire.

Le Mandataire doit en particulier assurer sous sa responsabilité les missions de coordination, dont la coordination technique, au sein du groupement, et notamment :

- conduire les tâches d'ordonnancement et de pilotage du groupement ;
- centraliser et mettre en cohérence les éléments des programmes détaillés des études et des travaux des membres du groupement pour transmission au Maître d'œuvre ;
- coordonner les études d'exécution des ouvrages de chacun des intervenants et mettre en place leur contrôle interne et externe ;
- gérer les interfaces internes au groupement ;
- assurer la coordination avec l'ensemble des intervenants extérieurs au groupement dont les prestations sur le chantier pourraient avoir un impact sur les travaux du Titulaire ;
- assurer la coordination des opérations préalables à la constatation de l'achèvement de la construction de l'ouvrage, des opérations de vérification finales qui précèdent la réception des travaux et de la levée des réserves ;
- collecter, vérifier et transmettre les éléments du dossier des ouvrages exécutés et du dossier d'intervention ultérieure sur les ouvrages pour l'ensemble du groupement.

Ces obligations sont réputées être incluses dans les prix de l'accord-cadre.

En aucun cas le Maître d'ouvrage ne peut intervenir dans le règlement des différends entre entreprises du groupement.

1.8.1.2 Transmission de documents

Le Mandataire transmet au Maître d'ouvrage et au Maître d'œuvre tout document émanant d'un des membres du groupement, soit en signant la lettre ou le bordereau d'envoi, soit en contresignant le document lui-même.

Les transmissions des documents qui ne passeraient pas par le Mandataire ne sont pas admises.

Le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre adressent leurs courriers et documents au Mandataire. Ils se réservent la possibilité de s'adresser à l'un des co-traitants, avec copie au Mandataire.

1.8.1.3 Défaillance du Mandataire ou d'un autre des membres du groupement

Par dérogation à l'article 52.7 du CCAG-Travaux :

Est considérée comme défaillance le fait pour un membre du groupement, qu'il soit Mandataire ou non, de ne pas se conformer à une ou plusieurs obligations nées de l'exécution des travaux objet de l'accord-cadre ou de se trouver dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche. Il en est de même lorsque le membre du groupement désigné comme Mandataire ne satisfait pas à ses obligations en tant que représentant et coordonnateur des autres membres du groupement.

Les parties conviennent que les dispositions du présent article ne sont pas de nature à démontrer leur volonté de renégocier les termes essentiels de l'accord-cadre.

Tous les frais et préjudices causés par la défaillance d'un membre du groupement, qu'il soit Mandataire ou non, sont à la charge du groupement, sans préjudice des droits et recours de la Société des grands projets.

- a) Lorsque la défaillance concerne le Mandataire, dans ses missions de représentant et de coordonnateur des autres membres du groupement

Dans ce cas :

- la Société des grands projets met en demeure le Mandataire de satisfaire à ses obligations de représentant et coordonnateur des membres du groupement ;
- si le Mandataire ne satisfait pas à ses obligations dans le délai prescrit par la mise en demeure, les co-traitants sont tenus de lui désigner un remplaçant parmi les autres membres du groupement, dans un délai de quinze jours à compter de l'expiration du délai précité ;
- à défaut, et à l'issue de ce délai, la SGP se réserve le droit de désigner un Mandataire parmi les autres membres du groupement.

Le remplaçant ainsi désigné se substitue dans les droits et obligations du Mandataire défaillant. Ce changement doit être formalisé par voie d'avenant.

En cas d'échec dans la désignation d'un nouveau Mandataire pour se substituer dans les droits et obligations du Mandataire défaillant, la SGP se réserve la possibilité de faire application des dispositions de l'article 17 du CCAP.

- b) Lorsque la défaillance concerne un co-traitant (autre que le Mandataire)

Le constat de cette défaillance peut intervenir :

- à la suite d'une mise en demeure du membre défaillant, adressée au Mandataire par la Société des grands projets, de satisfaire à ses obligations contractuelles dans un délai déterminé ;
- sur demande écrite du Mandataire adressée à la Société des grands projets. Cette demande précise les motifs de la défaillance du membre concerné qui se trouve dans l'impossibilité d'exécuter ses travaux et est accompagnée de la lettre du co-traitant justifiant de cette impossibilité.

Dans tous les cas, le Mandataire propose à la Société des grands projets les mesures qu'il juge appropriées à la poursuite de la bonne exécution des travaux.

Dans l'hypothèse où il apporte la justification que le membre défaillant n'est pas en capacité de poursuivre l'exécution des travaux qui sont à sa charge, le Mandataire peut demander l'autorisation de poursuivre l'exécution de l'accord-cadre par lui-même ou par un ou de plusieurs autre(s) membre(s) du groupement non défaillant(s) ou en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de la Société des grands projets, un ou plusieurs nouveau(x) sous-traitant(s).

Cette demande doit être motivée en justifiant :

- qu'un tel changement n'est pas de nature à remettre en cause la capacité du groupement à exécuter les travaux, telle qu'initialement prévue lors de la passation de l'accord-cadre, et,
- que ce changement ne modifie pas les conditions d'exécution de l'accord-cadre et notamment les prix, les délais et le calendrier.

La Société des grands projets se prononce sur cette demande après examen de la capacité du Mandataire ou de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et/ou des sous-traitants présentés à son acceptation, au regard des conditions de participation définies lors de la mise en concurrence initiale.

En cas d'accord entre les parties, un tel changement doit être formalisé par voie d'avenant auquel est annexé un état contradictoire des travaux exécutés par le membre défaillant.

Dans l'hypothèse où le Titulaire n'a pas remédié à une défaillance de l'un quelconque des membres du groupement à l'expiration du délai prescrit par la mise en demeure du Maître d'ouvrage, ce dernier se réserve la possibilité de faire application des dispositions de l'article 17 du CCAP.

- c) Lorsque la défaillance concerne le Mandataire, non seulement dans son rôle de représentant et de coordonnateur des autres membres du groupement mais aussi dans l'exécution des travaux qui lui incombent

Que le constat de la défaillance intervienne à la suite d'une mise en demeure de la Société des grands projets ou sur demande expresse du Mandataire, les autres membres du groupement pourront proposer l'une des deux mesures suivantes :

- désignation de l'un d'entre eux pour se substituer dans le rôle de Mandataire et dans l'exécution des travaux qui lui incombent ;
- désignation de l'un d'entre eux pour se substituer dans le rôle de Mandataire et proposition, à l'acceptation de la Société des grands projets, d'un (ou de plusieurs) membre(s) du groupement et/ou des sous-traitants existants pour l'exécution des travaux incombant au Mandataire défaillant.

La demande des autres membres du groupement doit être motivée dans les mêmes conditions qu'au paragraphe b) ci-dessus.

La Société des grands projets se prononce sur l'une des propositions visées ci-dessus après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et/ou des sous-traitants présentés à son acceptation, au regard des conditions de participation définies lors de la mise en concurrence initiale.

Ce changement doit être formalisé par voie d'avenant auquel est annexé un état contradictoire des travaux exécutés par le Mandataire défaillant.

Dans l'hypothèse où les autres membres du groupement n'ont pas remédié à une défaillance à l'expiration du délai prescrit par la mise en demeure du Maître d'ouvrage, ce dernier se réserve la possibilité de faire application des dispositions de l'article 17 du CCAP.

1.9. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Au sens des dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975, loi relative à la sous-traitance, toute entreprise qui se voit confier par le titulaire une partie de l'exécution des travaux, dont ce dernier a la charge, a la qualité de sous-traitant.

Le Titulaire est responsable des travaux sous-traités. Chaque co-traitant est responsable de la gestion de ses sous-traitants quel que soit leur rang de sous-traitance.

Pendant toute la durée de l'accord-cadre, le recours à la sous-traitance directe doit être privilégié au maximum par le titulaire. Le Maître d'ouvrage invite le Titulaire à limiter le rang de sous-traitance au niveau 2.

En complément de l'article 3.6.1.2 du CCAG-Travaux, lors d'une demande d'acceptation de sous-traitant le Titulaire s'engage à porter à la connaissance de ce dernier les éléments de coordination en matière de sécurité, de protection de la santé et des conditions de travail conformément au code du Travail.

Lors de l'émission de chaque bon de commande, de même qu'en cours d'exécution du bon de commande, en cas de modification du montant, le titulaire remet sa proposition signée, assortie obligatoirement des mentions sur la sous-traitance suivante :

- Recours à la sous-traitance : oui/non (rayer la mention inutile)

Dans l'affirmative et si le sous-traitant a déjà été accepté ou va être présenté à l'acceptation de la SGP au moyen du formulaire DC4 :

- Nom, adresse et numéro SIRET du sous-traitant,
- Indication du montant du prix des prestations sous-traitées dans le cadre du bon de commande,
- Toutes les pièces listées au DC4.

En cas de non-respect de l'obligation mentionnée à l'alinéa précédent, le titulaire encourt sur ses créances une pénalité forfaitaire de 500 € HT.

1.9.1. Sous-traitance directe

Lorsque le titulaire de l'accord-cadre souhaite sous-traiter la réalisation de parties de prestations, il doit faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement conformément à la législation en vigueur.

A cet effet, il présentera un dossier de sous-traitance qui comprendra les pièces suivantes :

- Le formulaire DC 4 « Déclaration de sous-traitance » intégralement complété et signé par les parties.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait qu'il doit utiliser le formulaire DC4 annexé à l'acte d'engagement portant le logo de la SGP.

- Un dossier technique qui fera apparaître :
 - la capacité financière : chiffre d'affaires global et la part affectée à des prestations de même nature que celle des prestations à exécuter sur les trois dernières années ;
 - la capacité technique : liste des moyens humains, liste des matériels et outillages ;
 - la capacité professionnelle : titre d'études, liste des références sur des travaux similaires ;
- une attestation d'assurance répondant aux exigences en matière d'assurances stipulées à l'article « Assurances » du présent CCAP,
- un RIB ou un RIP du sous-traitant présenté,
- un extrait Kbis, ou certificat d'immatriculation au RCS,
- les attestations fiscales et sociales datant de moins de six mois,
- un engagement à mettre en œuvre le Plan d'assurance qualité (PAQ), le Plan d'assurance environnement (PAE) et le Plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) du Titulaire ;
- un IBAN du sous-traitant présenté bénéficiant du paiement direct ;
- le cas échéant, en cas de marché passé avec un prestataire de services qui détache des salariés, la preuve de l'acquittement de l'obligation mentionnée au I de l'article L 1262-2-1 du code du travail ;
- le cas échéant, les certificats de qualification professionnelle,
- La déclaration sur l'honneur dument signée par le sous-traitant et justifiant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionnée par les dispositions législatives du code de la commande publique, ainsi que l'ensemble des documents prouvant qu'il ne se trouve dans aucun de ces cas d'exclusion.

Le montant ainsi que la nature des prestations et travaux confiés au sous-traitant doivent clairement apparaître dans le formulaire DC4.

Le montant des travaux sous-traités doit être établi sur la base d'établissement des prix de l'accord-cadre (mois "zéro" défini à l'acte d'engagement).

Si, au cours de la vie de l'accord-cadre, l'étendue des prestations confiées au sous-traitant est modifiée :

- à la hausse : le Titulaire doit transmettre un acte spécial modificatif conforme au modèle DC4 joint à l'Acte d'engagement, et dans les mêmes conditions que pour l'acte spécial initial.
- à la baisse : le Titulaire doit transmettre, en sus de l'acte spécial modificatif conforme au modèle DC4 joint à l'Acte d'engagement, et dans les mêmes conditions que pour l'acte spécial initial, une attestation du sous-traitant acceptant expressément cette modification du montant.

Ce dossier de sous-traitance est transmis au Maître d'ouvrage par lettre recommandée avec accusé de réception ou contre récépissé. Une copie de ce dossier est transmise simultanément au Maître d'œuvre et au CSPS.

Le Maître d'ouvrage dispose d'un délai de vingt-et-un jours pour accepter ou non le sous-traitant et agréer les conditions de paiement, délai qui court à compter de la réception du dossier complet ou complété. A l'issue de ce délai, le silence du Maître d'ouvrage vaut acceptation du sous-traitant et des conditions de paiement.

1.9.2. Sous-traitance indirecte

Dans l'hypothèse d'une sous-traitance indirecte, appelée aussi sous-traitance de second rang et plus, le donneur d'ordre (sous-traitant de rang immédiatement inférieur) transmet au Maître d'ouvrage pour acceptation et agrément via le titulaire.

- une déclaration de sous-traitance de rang supérieur à un, conforme au modèle joint à l'acte d'engagement, correctement complétée et signée,
- accompagnée de l'ensemble des pièces demandées au 1.9.1,
- ainsi qu'une copie de la caution personnelle et solidaire que le sous-traitant donneur d'ordre a l'obligation de fournir à son sous-traitant pour lui garantir ses conditions de paiement.

Si, au cours de la vie de l'accord-cadre, l'étendue des prestations confiées au sous-traitant de second rang et plus est augmentée, le donneur d'ordre transmettra une déclaration de sous-traitance modificative, accompagnée de la caution personnelle et solidaire complémentaire, et dans les mêmes conditions que pour la déclaration de sous-traitance initiale.

1.10. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français. Le représentant du Titulaire doit parfaitement maîtriser le français (lu, écrit et parlé).

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A. et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte de l'accord-cadre est l'euro. Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces citées au 1.9 susvisé, les pièces suivantes :

- son numéro de TVA intracommunautaire ;
- un document attestant de sa régularité sociale ;
- un document relatif à son immatriculation ou un document mentionnant le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel (si une obligation d'immatriculation existe dans le pays d'origine) ;
- une copie du document désignant le représentant en France de la société étrangère détachant ses employés en France.

De plus, il doit fournir une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance de l'accord-cadre N°....., notifié en date du ayant pour objet....."

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance. Mes demandes de paiement seront libellées en euros et hors TVA. Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français.

Et je m'engage à ce qu'un responsable ayant reçu délégation pour nous représenter et maîtrisant le français lu, écrit et parlé soit présent de manière continue pendant la durée de notre intervention sur le chantier"

1.11. Confidentialité

Le titulaire (le cas échéant l'ensemble des membres du groupement, et les sous-traitants), et le Maître d'ouvrage, qui à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment à l'objet de l'accord-cadre, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire, de l'entité adjudicatrice, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Conformément à l'article 1204 du code civil, le titulaire se porte fort pour tout son personnel (salariés et collaborateurs, intervenants) et ses sous-traitants du respect de cette obligation de confidentialité.

Seules échappent à cette obligation les informations tombées officiellement dans le domaine public, diffusées dans le public antérieurement à cette communication ou signalées comme non confidentielles.

Au sens du présent article, l'expression « Informations confidentielles » recouvre toutes les informations données de nature commerciale, financière ou technique, quelle qu'en soit la nature ou la forme (écrite ou orale et notamment tous documents écrits ou imprimés, modèles, disques, disquette, clés USB, cédéroms et plus généralement toutes formes et modèles susceptibles d'être adoptés), qui sont transmises par le Maître d'ouvrage au Titulaire ou dont le Titulaire a connaissance au cours de sa mission.

L'absence de mention « confidentiel » portée sur les documents ne vaut en aucun cas dérogation à cette règle.

Le Titulaire s'engage à ce que, pendant la durée et à l'issue de l'accord-cadre et les dix années qui s'ensuivront, les informations confidentielles reçues du Maître d'ouvrage :

- soient traitées avec la même précaution que chacune des parties porte à la préservation de ses propres informations confidentielles et à faire respecter cette disposition à ses collaborateurs, employés et sous-traitants éventuels ;
- ne soient pas utilisées dans un cadre autre que celui de l'accord-cadre.

Les informations orales transmises au Titulaire, relatives à des opérations confidentielles, ne peuvent en aucun cas être communiquées ni divulguées par ce dernier à des tiers.

Le Titulaire s'engage à restituer à première demande du Maître d'ouvrage tous documents ou autres supports contenant des informations confidentielles, que celui-ci aurait été amené à lui remettre dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre ainsi que toutes les reproductions.

De façon générale, le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, offres, études, documents et décisions dont il a connaissance au cours de sa mission.

Enfin, le Titulaire n'est pas soumis à l'obligation de confidentialité prévue au présent article en cas d'obligation légale ou décision de justice de fournir des informations confidentielles à une autorité publique. Dans cette hypothèse, le Titulaire doit informer le Maître d'ouvrage de la requête ou de l'injonction qui lui a été faite de communiquer.

Le Titulaire (Mandataire et co-traitants) assume, dès la notification de l'accord-cadre, la pleine et entière responsabilité de la bonne exécution des obligations mentionnées au présent article de l'accord-cadre.

1.12. Forme des notifications et informations à destination du titulaire

La notification au titulaire des décisions ou informations du Maître d'ouvrage se déroule selon les stipulations de l'article 3.1 du CCAG travaux.

Pour l'application de ces stipulations, il est précisé que les conditions relatives aux échanges dématérialisés ou sur supports électroniques sont décrites à l'annexe relative à la gestion électronique des données (GED).

Les saisies des projets de décompte mensuel et leurs validations, du projet de décompte final et sa validation, ainsi que du projet de décompte général et sa validation via l'outil de dématérialisation Ediflex font foi de transmission d'information.

1.13. Qualité

Le Maître d'ouvrage a élaboré une Politique Qualité Sécurité Environnement (QSE) et un Schéma directeur de la qualité, sécurité et environnement (SDQSE) qui définissent le système qualité qu'il entend mettre en œuvre, et qui sont joints en annexe du CCAP.

En application de ces documents, le Titulaire est tenu d'établir et de mettre à jour un Plan d'assurance qualité (PAQ) adapté à l'accord-cadre.

Le Titulaire prévoit, dans son organisation, une personne chargée de contrôler la mise en œuvre du PAQ.

1.14. Environnement

Le Titulaire doit assurer la protection de l'environnement vis-à-vis des nuisances et pollutions apportées par ses travaux ou ceux de ses sous-traitants, fournisseurs et prestataires de services. A ce titre, le Titulaire doit notamment respecter les prescriptions décrites dans le CCTP.

Le Titulaire doit notamment établir un Plan d'assurance environnement (PAE) et prendre toutes les mesures nécessaires à l'application et au contrôle de ce plan. Compte tenu de l'importance que le Maître d'ouvrage attache à l'environnement sur les chantiers, le Titulaire identifie dans son organisation, la personne chargée de contrôler la mise en œuvre du PAE.

Le Titulaire informe dans les plus brefs délais, et au maximum dans les 24 heures de sa survenance, le Maître d'ouvrage et son représentant, de tout dommage causé à l'environnement pendant l'exécution de l'accord-cadre. Il informe également l'autorité compétente en cas d'atteinte aux milieux (en particulier les gestionnaires de réseaux en cas de pollution des réseaux d'assainissement).

1.15. Travaux réalisés par d'autres maîtres d'ouvrage, ou d'autres entrepreneurs à proximité de chantiers avoisinants

Le Titulaire est informé que certains travaux peuvent être exécutés par d'autres maîtres d'ouvrage ou d'autres entrepreneurs simultanément avec ceux qui font l'objet du présent accord-cadre.

Le Titulaire ne peut élever aucune réclamation pour toutes sujétions et autres perturbations de ses travaux pouvant en résulter, pas plus qu'il ne doit leur causer une gêne en dehors des nécessités de ses propres travaux. Notamment, celui-ci est réputé prendre en compte les sujétions de toutes natures que peuvent entraîner les travaux de maintien et de protection des ouvrages tiers.

Le Titulaire doit se tenir informé auprès du Maître d'Œuvre ou de tout autre intervenant en charge des chantiers avoisinants de la programmation et de la réalisation des travaux, qui ne lui incombent pas, mais qui peuvent être nécessaires à la poursuite de ses travaux. Ces tâches critiques doivent être identifiées et intégrées dans les plannings de travaux.

Il est réputé avoir intégré l'ensemble des contraintes, sujétions et risques résultant de la présence de ces autres travaux ou chantiers en proximité ou en coactivité avec les travaux objet de l'accord-cadre dans le contenu des prix.

Ces sujétions ne donnent lieu à aucune indemnité ni plus-value et n'ouvrent droit à aucune prolongation des délais d'exécution de l'accord-cadre.

1.16. Plan de gestion de crise

Un Plan de Gestion de Crise est mis en place à la Société des grands projets. Ce plan, dont la raison d'être est de préparer le Maître d'ouvrage à faire face à un ou des événements graves, susceptibles de porter atteinte au projet du Grand Paris Express de quelque manière que ce soit, se doit d'être intégré par les prestataires et les entreprises sous contrat avec elle.

Il est organisé en trois phases :

- La chaîne d'alerte, qui permet la remontée et le filtrage de l'information ;
- Le pilotage de la crise, qui voit la mise en œuvre d'un système décisionnel géré par l'intermédiaire d'une cellule de crise ;
- La sortie de crise et le retour d'expérience.

Le rôle des responsables de prestations des cocontractants du Maître d'ouvrage, y compris du Titulaire du présent accord-cadre, consiste à porter à la connaissance de celui-ci toute information ou tout événement grave susceptible, à leur sens, de porter atteinte au projet du Grand Paris Express de quelque manière que ce soit, et ainsi de dégénérer en crise.

S'il rencontre un tel événement, il informe directement le responsable de l'astreinte SGP, joignable 24h/24 par courriel (PGSPC@sgp.fr) ou téléphone (06 28 46 77 20).

Lorsqu'un message téléphonique est laissé sur une boîte vocale, l'appelant doit préciser :

- Son nom et sa fonction ;
- La date et l'heure d'appel ;
- Le motif de l'appel ;
- Les renseignements sommaires concernant l'évènement ;
- Le numéro auquel l'appelant peut être rappelé.

Afin de pouvoir retracer le déroulement de la gestion de l'évènement, l'historisation des appels doit être conservée jusqu'à la retranscription horodatée des appels émis et reçus en lien avec l'évènement.

Au niveau du chantier, l'ensemble des événements sont consignés dans le registre du chantier.

Aux fins de réciprocité et pour la bonne circulation de l'information, le Titulaire communique dans les quinze jours de la date de notification de l'accord-cadre les coordonnées d'un responsable susceptible d'être joignable en cas d'ouverture de la cellule de crise de la SGP.

Nota : toute question concernant le plan de gestion de crise, et en particulier les questions relevant d'une mise en cohérence avec les plans dont disposerait le Titulaire, peut être adressée directement au responsable sûreté et sécurité de la SGP.

2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-travaux, les pièces particulières de l'accord-cadre, dont les originaux conservés par l'entité adjudicatrice font seuls foi, sont les suivantes par ordre de priorité décroissante.

Il est précisé que :

- les normes homologuées citées dans les documents particuliers, généraux ou communs applicables à l'accord-cadre ne sont pas reprises d'une façon systématique, mais sont néanmoins applicables ;
- tous les documents transverses SGP annexés au CCAP sont susceptibles d'être mis à jour pendant l'exécution de l'accord-cadre. La version mise à jour, dès lors qu'elle n'induit pas une évolution significative des moyens à mettre en œuvre par le titulaire, est appliquée par le titulaire sans rémunération complémentaire.

En cas d'évolutions de la législation, de la réglementation ou des normes applicables à l'accord-cadre pendant son exécution, le titulaire, qui doit se tenir informé de ces évolutions, en avise par écrit le Maître d'ouvrage ou son représentant pour convenir avec lui des modalités de prise en compte ou non de ces évolutions. Cette information doit être accompagnée d'une analyse technico-financière des incidences de ces évolutions sur le projet. A défaut d'information par le titulaire dans les trois mois de l'entrée en vigueur d'un nouveau texte, celui-ci intègre cette évolution à ses prestations sans incidence sur le montant de l'accord-cadre.

En cas de contradiction ou d'incohérence :

- Entre les pièces particulières et les pièces générales de l'accord-cadre, ce sont les pièces particulières qui prévalent sur les pièces générales ;
- Entre les pièces particulières de l'accord-cadre, celles-ci prévalent dans l'ordre ou elles sont énumérées à l'article 2.1 du présent CCAP.

En cas de présence, dans un même document applicable au titre de l'accord-cadre, d'une stipulation énoncée sous des formes contradictoires pour le même sujet, à défaut d'un accord entre les parties, le Maître d'ouvrage décidera de la clause applicable.

2.1. Pièces particulières

1. L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes,
 - Annexe 0 : OUV11 (le cas échéant),
 - Annexe 1 : Bordereau des Prix Unitaires,
 - Annexe 2 : Modèle de déclaration de sous-traitance (DC4) SGP,
 - Annexe 3 : Formulaire de garantie à première demande
2. Le présent cahier des clauses administratives particulières et ses annexes,
 - Annexe 1 : Politique Qualité Sécurité Environnement (QSE) de la SGP,
 - Annexe 2 : Schéma directeur de la qualité, de la sécurité et de l'environnement (SDQSE),
 - Annexe 3 : Charte et référentiels sécurité des chantiers,
 - Annexe 4.1 : Convention d'utilisation de la GED GDC Projet,
 - Annexe 4.2 : Guide méthodologique de la GED GDC Projet,
 - Annexe 4.3 : Procédure documentaire de la GED GDC Projet,
 - Annexe 5 : Convention d'interchange outil Ediflex,
3. Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) et leurs annexes :

CCTP – Lot 1 : prescriptions et contraintes particulières aux travaux de mise en œuvre de frayères

- Annexe 1 : Arrêté inter-préfectoral Loi sur l'eau n°2016-934,
- Annexe 2 : Arrêté inter-préfectoral Espèces protégées n°2016-DRIEE-008,
- Annexe 3 : Arrêté inter-préfectoral complémentaire n°2024-DRIEAT-SPPE-141,
- Annexe 4 : Guide de production des données SIG et ses annexes,
- Annexe 5 : Trame de Schéma d'Organisation et de Gestion de l'Elimination des Déchets (SOGED),
- Annexe 6 : Plan Général de Coordination SPS et ses annexes,
- Annexe 7 : Carnet de profils et détails et plans du projet de création de frayères.

CCTP – Lot 2 – prescriptions et contraintes particulières aux travaux de compensation hydraulique

- Annexe 1 : Arrêté inter-préfectoral Loi sur l'eau n°2016-934,
- Annexe 2 : Arrêté inter-préfectoral Espèces protégées n°2016-DRIEE-008,
- Annexe 3 : Arrêté inter-préfectoral complémentaire n°2024-DRIEAT-SPPE-141,
- Annexe 4 : Guide de production des données SIG et ses annexes,
- Annexe 5 : Trame de Schéma d'Organisation et de Gestion de l'Elimination des Déchets (SOGED),
- Annexe 6 : Plan Général de Coordination SPS et ses annexes,
- Annexe 7 : Plans et coupes du projet de création de la zone de compensation hydraulique.

4. Tout ou partie des pièces constitutives de l'offre technique du titulaire émises au titre de l'accord-cadre objet du lot concerné

2.2. Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix :

1. Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de travaux (C.C.A.G.) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
2. Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G) applicable aux marchés publics de travaux,

Les différentes normes et DTU que le Titulaire se doit de respecter sont spécifiquement mentionnées par les différentes pièces de l'accord-cadre. Toutefois, le Titulaire doit en outre respecter toute norme publiée qui ne serait pas expressément mentionnée de la sorte et qui serait considérée par le Maître d'œuvre comme concourant à la qualité de l'ouvrage à construire.

La notification de l'accord-cadre comprend une copie de l'ensemble des pièces constitutives, à l'exception des documents généraux, qui font l'objet de publication. Elle comprend également, au gré du Titulaire, la remise sans frais par le Maître d'ouvrage de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement de l'accord-cadre.

3. PRIX ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES - MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES

3.1. Prix

3.1.1. Forme et contenu des prix

Les travaux et prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront réglés par application des prix unitaires tels qu'ils figurent dans les bordereaux de prix unitaires, en annexe 1 à l'acte d'engagement.

Les prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées : le prix indiqué dans le bon de commande sera multiplié par la quantité effectivement livrée ou exécutée pour déterminer le montant du règlement.

Ces prix comprennent toutes les dépenses nécessaires pour l'exécution des travaux décrits dans le C.C.T.P. relatif au présent accord-cadre.

Les prix de l'accord-cadre sont établis conformément aux articles 9.1.1, 9.1.2 et 9.1.3 du C.C.A.G. Travaux, et sont réputés exacts, suffisants, complets et inclure toutes les sujétions, contraintes, frais, charges et coûts résultant à quelque titre que ce soit de l'exécution des prestations et travaux de l'accord-cadre.

Le Titulaire étant soumis aux règles de l'art, il devra prévoir, outre les travaux énumérés au CCTP, tous les menus travaux de sa profession, ainsi que les fournitures nécessaires à leur parfait et complet achèvement.

Prestations incluses à titre non limitatif :

Les prix de l'accord-cadre tiennent compte notamment, sans que cette liste ne soit limitative :

- des documents généraux visés à l'article 2 ci-dessus ;
- des demandes de toutes natures auprès des administrations ;
- de la signalisation des abords du chantier, nettoyage du chantier et des chaussées ;
- de la réfection des routes, chemins, abords, berges, et des ouvrages détériorés par des engins ou du fait de la mise en œuvre des travaux ;
- de la prise en compte de l'ensemble des détails et sujétions nécessaires à la parfaite exécution des travaux ;
- de la protection des ouvrages et des arbres existants sur la partie publique ou privées en limite de zone de travaux, notamment ;
- des sujétions résultant des contraintes de la tranche d'horaires de réalisation de travaux selon les arrêtés municipaux de chaque commune ;
- des sujétions résultant des circulations piétonnes et automobiles ;
- des sujétions résultant de la présence de canalisations diverses et ouvrages souterrains : eau, électricité, gaz, égout etc. à proximité du lieu des travaux et de toutes les précautions à prendre pour assurer leur protection ;
- de tous les frais résultants des dispositions du présent C.C.A.P. et des autres pièces de l'accord-cadre et des charges qui en découlent pour les entreprises.
- de tous les frais généraux résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectués par le mandataire ;

- de la réalisation des réseaux et branchements provisoires d'eau, d'égout, de téléphone et d'électricité, location et mise en service des compteurs nécessaires à la bonne marche du chantier, et évacuation des eaux ;
- de l'installation des dispositifs d'éclairage et de signalisation du chantier ;
- de l'établissement des clôtures et panneaux de chantier et leur mise à jour, pendant toute la durée du chantier, pour l'ensemble des entreprises intervenant sur le chantier, en application du Code du travail ;
- de la réalisation des installations communes d'hygiène, de sécurité et de protection de la santé sur le chantier : voies et réseaux divers, sanitaires, vestiaires, réfectoires, infirmerie, etc. ;
- de l'installation et l'équipement des locaux de la direction du chantier ;
- des frais découlant de la réalisation de toutes les démarches administratives nécessaire au chantier (déconnexion réseaux, ...) ;
- des frais d'établissement des relevés de dimensions et de positions des ouvrages exécutés et des infrastructures éventuellement laissées en place ;
- des contraintes d'accueil et d'information induites par les visites du chantier organisées exceptionnellement par la maîtrise d'ouvrage avec les personnes intéressées par l'opération ;
- En cas de vol ou perte ou dégradation de matériaux, matériels, outillages, ouvrages ou parties d'ouvrage, les frais résultants des remplacements et remises en état incombent à l'entrepreneur correspondant, sans que ces dépenses puissent donner lieu à une indemnisation quelconque de la part du maître de l'ouvrage ou à une prolongation de délais.

Le Titulaire devra assurer toutes les fournitures et exécuter tous les travaux nécessaires ou simplement utiles, avant complet achèvement de ses prestations, suivant les règles de l'art.

Il devra également effectuer la réfection des ouvrages défectueux constatés, soit en cours de travaux, soit à la réception.

Tous les ouvrages dégradés seront repris dans les conditions précisées par ordre de service ou dans les PV de réunion de chantier.

Dépenses de consommation

Sont à la charge du titulaire, les dépenses indiquées ci-après :

- les dépenses de consommation d'eau, électricité et de téléphone des entrepreneurs intervenant sur le chantier ;
- les frais d'entretien des locaux, de maintenance, de climatisation et de fonctionnement de la direction du chantier y compris consommables (papiers, imprimantes, ...), communications téléphoniques... ;
- les frais de remise en état des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés, ainsi que les frais de réparation ou de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés, pendant toute la durée du chantier et pour quelque cause que ce soit ;
- des frais occasionnés par l'obligation de laisser le chantier et son environnement immédiat, propres et libres de tous déchets jusqu'à la réception des travaux ;
- des frais de voirie ;
- des frais nécessaires aux essais et opérations préalables à la réception.

Ces dépenses d'investissement et de consommation, qui doivent assurer le fonctionnement normal et régulier du chantier et de ses installations sont non limitatives, le titulaire ne pourra se prévaloir d'omissions.

- de tous les frais et dépenses de toute nature à engager pour l'étude et la réalisation complète des travaux et notamment les frais de la liste suivante, **non limitative** :
 - Les frais d'établissement des plans de détail d'exécution, des calendriers, des schémas d'installations nécessaires à l'exécution des travaux ainsi que la fourniture des plans, tirages, documents à soumettre à l'approbation du maître d'œuvre et des organismes de prévention, ainsi que les frais d'étude pour adaptations et modifications éventuelles pendant la phase d'exécution des travaux ;
 - Les frais d'amenée du matériel, d'installation de chantier et de repli ;
 - Les frais de tracé, implantation ;
 - Les frais de gros et de petit matériel, échafaudages, équipages, outillages nécessaires à la préparation des travaux, y compris les frais résultants des manutentions et chargements que le chantier peut comporter ;
 - Les frais de transport des matériaux et du matériel au lieu d'emploi et leur manutention dans l'enceinte du chantier, ainsi que les frais d'évacuation des gravats et de certains matériaux déposés ;
 - Les frais résultants des mesures nécessitées par la protection des travaux jusqu'à leur réception ;
 - Les frais résultants des mesures réglementaires ou non intéressant la sécurité des ouvriers travaillant sur le chantier et plus précisément, celles résultant des Règlements du Ministère de Travail et des recommandations de l'OPP BTP ;
 - Les sujétions techniques et administratives en matière de sécurité et de protection de la santé telles que définies dans le plan général de coordination, ainsi que celles spécifiées dans le CCTP ;
 - Les frais résultants des mesures nécessitées par le gardiennage des installations jusqu'à leur réception ;
 - Les frais d'assurances prévus à l'article 9 du présent C.C.A.P.

3.1.2. Décomposition d'un prix forfaitaire ou sous-détails de prix unitaires

En application de l'article 9.3.4 du CCAG - travaux, un ordre de service peut ordonner à tout moment la production d'une décomposition d'un prix forfaitaire ou de sous-détails de prix unitaires et dans un délai maximal de 15 jours.

3.2. Constatations et constats contradictoires

Par dérogation aux stipulations des articles 11.4 et 11.5 du CCAG-Travaux, les constatations et constats contradictoires sont établis dans les conditions suivantes :

- le Titulaire dispose pour demander les constatations d'un délai de huit jours calendaires à compter de la survenance de l'événement dont il souhaite faire constater la survenance, ou de sa découverte dont il informe sans délai le Maître d'ouvrage ;
- les constatations ont lieu dans le délai prévu à l'article 11.4 du CCAG-Travaux et les constats contradictoires sont rédigés dans les huit jours calendaires suivant les constatations ;

- le Titulaire et le Maître d'ouvrage disposent d'un délai de dix jours pour formuler leurs observations ou réserves par écrit. Passé ce délai, les constats sont censés être acceptés comme s'ils étaient signés sans aucune réserve. Les réserves énoncées sont annexées au constat.

Les constats sont numérotés et datés. Ils sont accompagnés de tous documents justificatifs (plans, photographies avec un élément permettant de déterminer l'échelle de la vue...). Ils sont conservés par le Maître d'ouvrage et une copie est transmise au Titulaire.

3.3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix de l'accord-cadre des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations suivantes :

3.3.1. Variation des prix

Les prix sont fermes pendant 12 mois à compter de la notification du présent accord-cadre.

A l'issue de cette période, les prix sont révisables mensuellement suivant les modalités définies dans les articles suivants.

3.3.2. Mois d'établissement des prix de l'accord-cadre

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre. Ce mois est appelé « Mois zéro » (M0).

3.3.3. Choix de l'index de référence

L'indice de révision utilisé pour les deux lots est le suivant : INSEE TP01 « index général tous travaux ».

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'un des indices retenus ou dans le cas où l'un des indices retenus ne pourrait recevoir application pour quelque cause que ce soit, et si un nouvel indice lui est réglementairement ou légalement substitué, l'indice devenu inopérant est automatiquement indexé sur cet indice de substitution sans aucune formalité, le passage de l'indice précédent au nouvel indice s'effectuant en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire.

Si aucun indice de remplacement n'est publié, les Parties conviennent de lui substituer un indice choisi d'un commun accord entre elles, le plus voisin possible de l'indice antérieurement utilisé et ne pouvant recevoir application. Le choix du nouvel indice applicable fait l'objet d'un avenant. Dans l'intervalle de la conclusion dudit avenant, le Maître d'ouvrage fixe, si nécessaire, l'indice de remplacement le plus proche, à tous égards, de celui qui n'est plus disponible.

3.3.4. Modalités de révision des prix

Les révisions des prix des prestations réceptionnées sont portées sur les factures des dites prestations.

Les prix de l'accord-cadre sont révisables par application de la formule ci-dessous.

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois d'établissement de l'offre. Ce mois est appelé « Mois zéro » (M0).

Pour les deux lots

Formule de révision :

$$P_m = P_0 [0,15 + 0,85 (I_m / I_0)]$$

dans laquelle :

- P_m est le prix révisé au mois m ,
- P_0 est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m_0 et précisé dans l'Acte d'Engagement,
- I_m est la valeur de l'indice de révision utilisé pour le présent accord-cadre, du mois correspondant aux prestations facturées,
- I_0 est la valeur de l'indice de révision utilisé pour le présent accord-cadre, au mois m_0 .

Au cours de la période contractuelle d'exécution, les acomptes sont révisés :

- Une seule fois, de façon provisoire, par application aux décomptes des coefficients de révision obtenus avec la dernière valeur connue des index au moment de l'établissement des décomptes ;
- De façon définitive lorsque les index définitifs sont établis.

Le coefficient de révision est renseigné mensuellement par l'éditeur de l'outil de dématérialisation EDIFLEX. Il est consultable dans l'onglet « paramètres généraux » puis « indices ». Les révisions des prix sont donc calculées automatiquement par cet outil.

3.3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur à la date de réalisation des travaux.

3.4.Modalités du règlement des comptes de l'accord-cadre – Délai de paiement

3.4.1. Rémunération du groupement Titulaire

Par dérogation aux articles 10.7.1 et 12.5.1 du CCAG-Travaux, dans le cas où l'accord-cadre est passé avec un groupement conjoint, les travaux exécutés par chacun d'entre eux font l'objet d'une facturation par co-traitant mais d'un paiement sur un compte unique ouvert au nom du groupement ou du Mandataire.

Dès la notification de l'accord-cadre, le Mandataire notifie au Maître d'ouvrage la répartition détaillée des paiements au sein du groupement. Le Mandataire notifie également au Maître d'ouvrage toute modification de cette répartition qui pourrait intervenir par la suite et assume l'entière responsabilité de la répartition ainsi notifiée tant à l'égard des membres du groupement qu'à l'égard du Maître d'ouvrage.

3.4.2. Vérification de la conformité des prestations, d'établissement des situations mensuelles (Ediflex) et de présentation des factures (Chorus Pro)

La Société des Grands Projets met en œuvre une procédure de vérification de la conformité des prestations, d'établissement des situations mensuelles et de présentation des factures. L'outil informatique permettant d'établir les situations mensuelles est Ediflex.

Cet outil est utilisé pour la saisie et la transmission du projet de décompte mensuel par le Titulaire, l'acceptation ou la rectification de ce projet par le Maître d'œuvre, l'édition de fac-similés de factures du Titulaire et de ses sous-traitants directs, la gestion des avances, des retenues de garantie, des régimes de TVA, des révisions de prix, la mise en œuvre des règles applicables aux marchés passés par la SGP et la traçabilité des documents dans le circuit des intervenants et leur date de validation.

Le Titulaire s'engage à respecter la convention d'interchange du système de gestion dématérialisé de la facturation Ediflex annexée au CCAP.
L'outil informatique de présentation des factures est Chorus Pro.

Ediflex et Chorus Pro, tout en étant complémentaires dans la chaîne de la dépense de la Société des Grands Projets, répondent à deux objectifs distincts :

- Ediflex permet le suivi mensuel d'exécution des prestations faisant l'objet de la situation de paiement ;
- Chorus Pro, plateforme de dépôt des factures, permet le suivi du paiement des factures.

3.4.2.1 Etablissement des situations mensuelles dans Ediflex :

La durée de la procédure de vérification est de quinze jours.

Le règlement des comptes s'effectue conformément aux stipulations des articles 12.1.1 et 12.2 du CCAG-Travaux, avec les précisions suivantes :

- à compter du 25 de chaque mois, le Titulaire établit dans Ediflex un projet de décompte mensuel établissant le montant total des sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution des prestations de l'accord-cadre, tout en précisant les parts relatives à chacun des sous-traitants directs ;
- au plus tard cinq jours avant la saisie dans Ediflex, le Titulaire fournit au Maître d'œuvre un exemplaire de ce projet de décompte mensuel (conformément au format Excel du document type validé par le Maître d'œuvre). Il est accompagné du fichier des avancements sous un format Excel ou équivalent ;
- par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG-Travaux, le Titulaire prend connaissance de l'état d'acompte mensuel via Ediflex.

3.4.2.2 Présentation des demandes de paiement dans Chorus Pro :

Conformément aux dispositions des articles L. 2192-1 à L. 2192-7 du code de la commande publique, le Titulaire transmet, uniquement lorsque la situation Ediflex a été validée par le Maître d'ouvrage, ses factures sous format électronique via la solution mutualisée mise à disposition par l'Etat et dénommée Chorus Pro.

Les factures doivent être conformes à la norme de facturation électronique fixée par la décision (UE) 2017/1870 de la Commission européenne du 16 octobre 2017 concernant la publication

de la référence de la norme européenne sur la facturation électronique et de la liste des syntaxes en vertu de la directive 2014/55/UE du Parlement européen et du Conseil.
Le montant de la facture déposée dans Chorus Pro doit être strictement égal au montant de la situation validée dans Ediflex.

Nota - dans l'attente de la mise en production de l'interface entre les systèmes Ediflex et Chorus Pro, il est précisé que le Titulaire doit déposer dans Chorus Pro sa facture interne issue de son logiciel comptable (et non sa situation validée dans Ediflex).

Seules les factures électroniques réceptionnées conformément aux dispositions précitées sont acceptées par l'agence comptable. Toute facture ne respectant pas les modalités techniques de dépôt et de transmission visées ci-dessus est rejetée et retournée au Titulaire.

Tout en portant les mentions obligatoires prescrites par les dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, les factures doivent être datées et comporter impérativement les mentions précisées à l'article D.2192-2 du code de la commande publique, notamment :

- les références de l'accord-cadre ;
- le numéro d'engagement.

3.4.3. Délai global de paiement du Titulaire

Conformément aux dispositions des articles R. 2192-10, R. 2192-12 et R. 2192-17 du code de la commande publique, il est précisé que le délai de paiement de trente jours des factures présentée par le Titulaire court à compter de la date de dépôt de sa demande de paiement dans Chorus Pro, sous réserve que sa situation mensuelle ait été préalablement validée par la SGP dans Ediflex.

Le montant de la facture devant être strictement égal au montant de la situation validée, le dépôt de la facture dans Chorus Pro ne peut être fait antérieurement à cette validation.

Pour chaque facture, le délai de paiement peut être interrompu une fois dans les conditions prévues aux articles R. 2192-27 et suivants du code de la commande publique. La suspension du délai de paiement fait l'objet d'une notification au Titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception.

En cas de retard de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander et sans autre formalité, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (fixée à quarante euros). Le taux des intérêts moratoires est calculé conformément aux dispositions fixées par les articles R. 2192-31 et suivants du code de la commande publique.

Il est précisé en outre que le Titulaire doit avertir sans délai le Maître d'ouvrage de ses changements de domiciliation bancaire et produire à cet effet les pièces justificatives correspondantes.

3.4.4. Modalités de paiement direct des sous-traitants

Le Titulaire est responsable de faire agréer ses sous-traitants auprès du Maître d'ouvrage avant le commencement des travaux qui leur seront confiés. Pour que ces sous-traitants figurent sous Ediflex, l'agrément doit intervenir en amont du dépôt du projet de décompte mensuel pour un mois donné. A défaut, le projet de décompte mensuel ne pourra pas ouvrir le paiement direct à ces sous-traitants.

La demande de paiement direct du sous-traitant est constituée de deux éléments :

- le détail du décompte mensuel édité via l'outil de dématérialisation Ediflex à la suite des étapes décrites au § 3.4.2.1. ;

- l'attestation de paiement direct établie par le Titulaire et valant acceptation du Titulaire de la facture du sous-traitant. Cette attestation est générée par le système de dématérialisation et attachée au projet de décompte provisoire établi dans Ediflex.

Tout comme pour le Titulaire ou co-traitant, le délai de paiement du sous-traitant court à compter de la date de dépôt de la facture dans Chorus Pro effectuée par le Titulaire ou le co-traitant (responsable du sous-traitant) conditionnée par la validation de la situation Ediflex par la SGP.

3.4.5. Demande de paiement final-Décompte général-Solde des missions

Le règlement des demandes de paiement finales et l'établissement du décompte général se déroulent selon les stipulations des articles 12.3.1 et 12.3.3 et suivants du CCAG-Travaux, avec les dérogations suivantes.

Le décompte final ainsi que le décompte général définitif sont établis via Ediflex.

Par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG-Travaux, le Titulaire transmet via Ediflex son projet de décompte final dans un délai de quarante-cinq jours à compter de la date de notification de la décision de levée de la dernière réserve à la réception ou, le cas échéant, de la fin de l'un des délais de trente jours fixés aux articles 41.1.3 et 41.3 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG-Travaux, le représentant du Maître d'ouvrage transmet au Titulaire (via Ediflex) le décompte général avant la plus tardive des deux dates suivantes :

- soixante jours à compter de la date de réception par le Maître d'œuvre de la demande de paiement finale transmise par le Titulaire ;
- trente jours à compter de la publication des index de référence permettant la révision du solde, si ces index n'ont pas été publiés dans les deux mois qui précèdent la réception par le Maître d'œuvre de la demande de paiement final transmise.

Si le représentant du Maître d'ouvrage ne notifie pas au Titulaire le décompte général dans les délais spécifiés ci-dessus, ce dernier lui transmet, avec copie au Maître d'œuvre, son projet de décompte général signé.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG-Travaux, le Maître d'ouvrage dispose d'un délai de soixante jours à compter de la réception du projet de décompte général établi et signé par le Titulaire pour notifier le décompte général à ce dernier. A défaut, le Titulaire adresse au représentant du Maître d'ouvrage une mise en demeure d'y procéder.

L'absence de notification au Titulaire du décompte général signé par le représentant du Maître d'ouvrage, dans un délai de trente jours à compter de la réception de la mise en demeure, ne vaut pas acceptation par le Maître d'ouvrage du projet de décompte général notifié par le Titulaire. Le Titulaire peut saisir le tribunal administratif compétent en cas de désaccord.

3.5. Travaux modificatifs ou supplémentaires

Par dérogation à l'article 13.5 du CCAG-Travaux, le Titulaire est réputé avoir accepté les prix provisoires et les délais fixés par ordre de service si, dans le délai de quinze jours à compter de la notification de l'ordre de service, il n'a pas présenté d'observation au Maître d'œuvre en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose.

En tout état de cause, les travaux doivent être réalisés conformément à l'ordre de service.

En complément de l'article 13 du CCAG-Travaux, il est fait application des stipulations suivantes pour le règlement des travaux et fournitures non compris dans l'accord-cadre.

a) En cas de survenance d'un évènement, d'un fait ou d'un acte susceptible d'affecter ou affectant l'exécution des travaux et prestations décrits à l'accord-cadre et/ou les délais partiels, le Titulaire doit en aviser le Maître d'œuvre, par écrit, dans un délai maximum de quinze jours calendaires à compter de sa survenance ou du jour où il en a eu connaissance.

Dans le cas où le Titulaire omettrait de notifier dans les délais impartis la survenance dudit évènement, fait ou acte, le Titulaire est réputé avoir définitivement renoncé à toute réclamation relative à cet évènement, fait ou acte. En cas de désordres résultant de cet évènement, fait ou acte, le Titulaire prend à sa charge les travaux nécessaires pour y remédier.

b) Lorsque le Titulaire estime que cet évènement, fait ou acte est de nature à justifier une demande de rémunération supplémentaire, il soumet au Maître d'œuvre, dans les quinze jours calendaires de sa survenance, un devis complet et détaillé appuyé de tout document justificatif pertinent supportant son évaluation. A défaut, le Titulaire est réputé avoir renoncé à toute réclamation relative à cet évènement, fait ou acte.

Sauf indication contraire, cette description des conséquences est établie sur les bases et aux conditions économiques de l'accord-cadre, en utilisant en tant que de besoin :

- les éléments des prix des déboursés secs concernant respectivement les parts de main d'œuvre, matériaux et matériels contenus dans les sous-détails des prix de l'accord-cadre ;
- les coefficients de vente appliqués sur les prix des déboursés secs de l'accord-cadre, tels que figurant dans les pièces contractuelles, qui ne pourront faire l'objet d'aucune majoration à quelque titre que ce soit ;
- les prix des factures, le cas échéant.

La description des conséquences financières comporte :

- une décomposition financière des prix (quantité, unité, prix unitaire et total en euros HT,) qu'il s'agisse de prix forfaitaires ou de prix unitaires, par dérogation à l'article 13.4 du CCAG-Travaux ;
- l'impact éventuel sur les délais d'exécution ;
- une description technique des prestations accompagnée éventuellement de plans et de fiches techniques.

Des prestations supplémentaires ou modificatives peuvent être demandées au Titulaire.

Le Titulaire dispose d'un délai de quinze jours calendaires pour fournir une description complète et détaillée des conséquences techniques, financières et de délais d'exécution des prestations supplémentaires ou modificatives envisagées, à compter de la demande du Maître d'œuvre, sauf indication contraire précisée dans cette demande. Cette description doit être établie selon les conditions du paragraphe 2b) ci-dessus.

Une fois la description complète et détaillée du Titulaire analysée, ou à défaut d'une telle description, le Maître d'œuvre arrête les prix nouveaux provisoires et les notifie au Titulaire par ordre de service dans l'attente d'un accord définitif par voie d'avenant.

3.6. Augmentation du montant des travaux

Sans objet.

3.7. Changement dans l'importance de diverses natures d'ouvrage

Sans objet.

3.8. Prestations à bons de commande

3.8.1. Généralités

L'accord-cadre est à bons de commande traités à prix unitaires.

Les bons de commande sont établis le cas échéant à la survenance du besoin, dans les conditions fixées ci-après, et sont rémunérés sur la base des prix unitaires renseignés aux bordereaux des prix unitaires figurant en annexes de chaque lot.

3.8.2. Visite contradictoire du(es) site(s)

Préalablement à l'émission d'un bon de commande, le Maître d'ouvrage peut inviter, par mail, le titulaire à une visite contradictoire du ou des sites concernés par le bon de commande à émettre. A compter de cette invitation, la visite doit se tenir dans un délai maximum de 10 jours ouvrés, selon la date indiquée dans le courriel.

3.8.3. Modalités d'établissement des bons de commande

Préalablement à l'émission d'un bon de commande, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre sollicite le Titulaire pour une demande de prestation à bons de commande.

Le titulaire dispose ensuite d'un délai de 15 jours maximum pour faire parvenir au Maître d'ouvrage ou son représentant son devis. Le devis est établi en fonction des prix des bordereaux de prix unitaires de l'accord-cadre et des éléments recueillis lors de la visite sur sites le cas échéant. Ce devis doit être précisément détaillé par site d'intervention et contenir, notamment pour chaque poste, la nature des travaux, les quantités, les métrés, le délai de réalisation, la sous-traitance envisagée, le coût total des travaux.

Ce devis est adressé au Maître d'ouvrage ou son représentant pour approbation. Aucune prestation ne pourra être réalisée sans l'accord express du Maître d'ouvrage.

En cas de désaccord du Maître d'ouvrage ou son représentant sur la proposition de prix, le titulaire dispose d'un délai de 4 jours pour remettre un nouveau devis.

Le titulaire est informé par le Maître d'ouvrage ou son représentant de l'approbation du nouveau devis.

Après approbation du devis par le Maître d'ouvrage, le Maître d'ouvrage adresse un bon de commande suite à l'acceptation de ce devis, dans lequel figurera, notamment le délai de réalisation des travaux.

Le bon de commande est établi sur la base du devis du titulaire réalisé selon le détail du bordereau des prix unitaires de l'accord-cadre.

Le titulaire sera alors rémunéré sur la base des quantités réellement exécutées.

Les bons de commande font l'objet d'une dématérialisation. Dès lors que le bon de commande validé par un responsable de la SGP a été émis par l'outil de gestion, il constitue le bon de commande « signé ». Seuls les bons de commande transmis par la Société des grands projets peuvent être exécutés par le Titulaire.

Les bons de commande comportent a minima les mentions suivantes :

- Le numéro et l'intitulé de l'accord-cadre ;
- La désignation précise des prestations commandées ;
- La date de démarrage des prestations ;
- Le délai d'exécution ou la date de fin d'exécution des prestations ;
- Le lieu d'exécution des prestations ;
- Les quantités des prestations commandées ;
- Le numéro du bon de commande (valant également numéro d'engagement) ;
- Le prix unitaire HT et TTC des prestations commandées ;
- Le taux et le montant de TVA applicable.

Lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations, il doit en aviser le signataire du bon de commande ou le représentant de la Société des grands projets dans un délai de quinze jours calendaires à compter de la date de réception du bon de commande.

En complément à l'article 3.7 du CCAG-Travaux, en cas d'acceptation par la Société des grands projets des réserves formulées par le Titulaire, celle-ci lui notifie un bon de commande rectificatif.

Les commandes peuvent être émises pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre spécifié à l'article 1.5 du présent C.C.A.P.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour d'exécution de chaque période reconduite de l'accord-cadre y compris de la période initiale de l'accord-cadre.

4. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

4.1. Avance

4.1.1. Avance au titulaire ou à ses sous-traitants

Aucune avance n'est versée au titulaire ou à ses sous-traitants.

4.1.2. Avances sur matériels

Aucune avance sur matériels de chantier n'est versée au titulaire.

Cette disposition est applicable à la fois aux travaux exécutés directement par le titulaire et à ceux exécutés par ses sous-traitants.

4.2. Retenue de garantie

Il est prévu une retenue de garantie qui est prélevée par fractions sur chacun des versements autres qu'une avance et qui a pour objet de couvrir les réserves faites à la réception et le cas échéant celles formulées durant le délai de garantie de parfait achèvement.

Le montant de la retenue de garantie est égal à 5 % du montant initial de l'accord-cadre tel que figurant à l'Acte d'Engagement (montant estimatif issu du détail estimatif) augmenté, le cas échéant, du montant des avenants et du montant de chaque bon de commande notifié en cours d'exécution de l'accord-cadre.

La retenue de garantie peut être remplacée par une garantie à première demande (en utilisant le formulaire de l'annexe 3 à l'Acte d'engagement). Le montant de la garantie à première demande ne peut être supérieur à celui de la retenue de garantie qu'elle remplace. Son objet est identique à celui de la retenue de garantie qu'elle remplace.

Le montant de la retenue de garantie, de même que, le cas échéant, le montant de la garantie bancaire qui s'y substitue, sont établis toutes taxes comprises.

L'organisme apportant sa garantie est choisi parmi les tiers agréés par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution mentionnée à [l'article L. 612-1 du code monétaire et financier](#). Lorsque cet organisme est étranger, il est choisi parmi les tiers agréés dans son pays d'origine. Le Maître d'ouvrage peut récuser l'organisme qui doit apporter sa garantie.

Chaque membre du groupement fournit une garantie correspondant aux prestations qui lui sont confiées. La garantie peut être fournie par le Mandataire pour la totalité de l'accord-cadre. Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le Titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Le Titulaire a la possibilité, pendant toute la durée de l'accord-cadre, de substituer une garantie à première demande. Toutefois, cette garantie à première demande est constituée pour le montant total de l'accord-cadre y compris les avenants. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au Titulaire après constitution de la garantie de substitution.

Le remboursement de la retenue de garantie ou la main levée des garanties à première demande se fait sur demande du Titulaire auprès du Maître d'ouvrage au plus tard un mois après l'expiration du délai de garantie. Le Maître d'ouvrage notifie sa main levée sur la garantie s'il n'y a pas de réserve s'y opposant.

Toutefois, si des réserves ont été notifiées au Titulaire de l'accord-cadre ou aux établissements ayant accordé leur garantie à première demande pendant le délai de garantie et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, les établissements sont libérés de leurs engagements un mois au plus tard après la date de leur levée.

5. DELAI D'EXECUTION - PENALITES

5.1. Délai d'exécution des travaux

5.1.1. Délai global

L'ensemble des travaux et prestations du présent accord-cadre s'inscrit dans un délai global, comprenant l'exécution de l'ensemble des études, prestations et travaux, y compris la période de préparation, le repliement des installations de chantier, la remise en état des lieux et la fourniture des DOE.

Par dérogation à l'article 18 du C.C.A.G, le délai global d'exécution des travaux, toutes prestations confondues, est notifié au Titulaire par bon de commande. Il commence à courir à compter de la date de réception par le titulaire ou par défaut à partir de la date que prescrit ce bon de commande pour le démarrage des prestations.

Pour le lot 1, sa durée maximale est égale à 24 mois.

Pour le lot 2, sa durée maximale est égale à huit 8 mois.

5.1.2. Délais partiels

Ce chapitre concerne uniquement le lot 2 du présent accord-cadre.

La période de préparation pour l'ensemble des travaux est comprise dans le délai global et sa durée est fixée à 2 mois. La date de démarrage des travaux sera notifiée au Titulaire par ordre de service une fois constatée l'achèvement de la période de préparation.

Les délais partiels précisent la temporalité de réalisation des prestations de l'accord-cadre. Chacun des délais partiels fait l'objet d'un constat contradictoire d'achèvement de travaux et d'un état des lieux contradictoires. Ce constat peut comporter des demandes de reprise ou de mise en conformité.

Par dérogation à l'article 42.1 du CCAG-Travaux, les travaux faisant l'objet d'un délai partiel n'impliquent pas de réception partielle.

En cas de non-respect probable ou avéré des délais imposés, le Titulaire doit notifier au Maître d'ouvrage et à son bureau d'études, au plus tôt et dans un délai maximum de vingt-huit jours calendaires à compter de sa connaissance du retard probable ou avéré :

- la cause de ce retard ;
- ses effets sur le planning d'exécution ;
- les moyens supplémentaires (matériel, matériaux et personnel, travail de nuit, le dimanche ou jours fériés, travail en trois postes...) considérés comme appropriés pour éviter, rattraper ou minimiser le retard probable ou avéré.

A défaut d'avoir respecté cette obligation de notification dans le délai imparti, toute demande de prolongation de délai ou d'indemnisation sera considérée irrecevable.

En tout état de cause, lorsqu'il invoque une cause de retard dont il estime qu'elle ne lui est pas imputable, le Titulaire prend, dans les meilleurs délais suivant l'événement considéré, toutes les mesures raisonnablement envisageables pour en atténuer l'impact sur l'exécution de ses obligations, notamment par des mesures de réordonnancement ou réorganisation de ses travaux.

Le tableau ci-dessous liste les délais partiels pour le lot 2 du présent accord-cadre. Les durées sont exprimées en mois et en jours calendaires.

Intitulé du délai partiel	Origine du délai partiel (date relative)	Durée du délai partiel par rapport à l'origine
Transmission du planning des études d'exécution	Démarrage de la période de préparation	15 jours
Transmission du planning d'exécution des travaux	Démarrage de la période de préparation	15 jours
Transmission des DICT et demandes d'autorisation administratives auprès des autorités compétentes	Démarrage de la période de préparation	15 jours
Transmission du plan d'installation de chantier	Démarrage de la période de préparation	15 jours
Transmission des documents généraux et procédures d'exécution	Démarrage de la période de préparation	1 mois
Réalisation des études d'exécution	Démarrage de la période de préparation	2 mois
Installation de chantier, réalisation des travaux préparatoires	Démarrage de la période d'exécution des travaux	1 mois
Réalisation des aménagements jusqu'à parfait achèvement	Démarrage de la période d'exécution des travaux	3,5 mois
Remise en état des lieux	Démarrage de la période d'exécution des travaux	4,5 mois
Réception des travaux	Démarrage de la période d'exécution des travaux	5 mois

5.1.3. Prolongation des délais d'exécution - Intempéries

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 du CCAG travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles inclus dans les délais est fixé à 15 jours par année civile, à compter du démarrage des travaux.

Ce nombre est à défalquer du nombre total de journées d'intempéries réellement constaté durant l'année civile considérée, que ce soit au sens du 1er alinéa de l'article 18.2.3 que du 3ème alinéa de ce même article.

Pour la période courante entre l'ordre de service prescrivant le démarrage des prestations et le 31 décembre de la première année d'exécution des prestations, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est calculé au prorata temporis. Il en va de même pour la période entre le 1er janvier de la dernière année d'exécution des travaux et la date de réception des travaux.

Ces prolongations de délais éventuelles sont accordées pour autant que les arrêts de travail concernent des tâches qui sont impactées par ces intempéries et qui se situent sur le chemin

critique constaté dans le programme d'exécution des travaux, tel qu'actualisé au moment de l'occurrence de l'événement considéré.

En vue de l'application éventuelle du dernier alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG Travaux, sont également réputés jours d'intempérie les jours pendant lesquels au moins un des phénomènes naturels ci-après dépassera les intensités et durées limites du tableau ci-dessous, pour autant qu'il y ait eu entrave à l'exécution des travaux :

Nature du phénomène	Intensité limite	Nature des travaux
Précipitations	Précipitations cumulées égales à 40 mm d'eau ou 80 mm de neige sur une durée de 24 h	Travaux en extérieur
	Précipitations moyennes sur 2 jours consécutifs égales à 25 mm d'eau ou 50 mm de neige par jour (2 journées d'intempéries décomptées)	Travaux en extérieur
	Neige : sol recouvert plus qu'à moitié par la neige le matin au démarrage des travaux 10 jours par an	Travaux en extérieur
Températures	Température inférieure à -5° C à 7h	Travaux de végétalisation, mise en œuvre de revêtement spécifiques sensibles au froid, coupe d'arbres à cavités ou de diamètre important
	Température inférieure ou égale à -15 °C	Travaux en extérieur
Vent	Vent atteignant les seuils réglementaires d'utilisation d'un engin de levage	Travaux nécessitant l'utilisation d'un engin de levage
	Vent supérieur ou égal à 120 km/h	Travaux en extérieur

Si le Titulaire entend bénéficier des dispositions du présent article, il doit le notifier au plus tard sept (7) jours après la survenance de l'événement au titre duquel il prétend bénéficier d'une prolongation du délai. Le Titulaire complète, le cas échéant, sa demande une fois les relevés météorologiques publiés, la station météorologique de référence sera définie en concertation avec la Maîtrise d'ouvrage et son représentant.

Il adresse sa demande au Maître d'ouvrage ou son représentant en indiquant a minima (i) la date, la durée et la nature des intempéries et (ii) la nature de l'entrave à l'exécution des travaux. A défaut de dépôt de sa demande dans ce délai, le Titulaire ne pourra plus se prévaloir des dispositions de l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux et fera son affaire personnelle des conséquences éventuelles des intempéries.

A défaut de réponse du Maître d'ouvrage dans un délai de 30 jours suivant réception de la notification du Titulaire (le cas échéant complétée), la demande est réputée rejetée.

5.2. Prolongation des délais d'exécution-Pénurie des approvisionnements

En cas de difficultés d'approvisionnement liées à la pénurie des matières premières, il sera fait application de l'article 54 du CCAG-Travaux.

5.3. Pénalités

5.3.1. Généralités sur les pénalités

Par dérogation à l'article 52.1 du CCAG Travaux, l'ensemble des mesures coercitives indiquées au CCAP, à l'exception des mesures de résiliation, est appliqué sans mise en demeure préalable du Titulaire.

Lorsqu'un manquement du Titulaire à ses obligations, dument notifié, donne lieu à l'application de pénalités au titre de l'accord-cadre, en ce compris celles visées ci-après, mais que le Maître d'ouvrage n'applique pas, pour quel que motif que ce soit, le montant total correspondant aux

pénalités ainsi dues mais non-appliquées vient en déduction de toute somme due par le Maître d'ouvrage au Titulaire en complément du Prix de l'accord-cadre, que ce soit dans le cadre du règlement d'un différend ou de l'indemnisation d'un préjudice ou surcoût indemnisable du Titulaire dans le cadre de l'application de l'accord-cadre.

Par dérogation aux articles 19.2.4 et 19.3 du CCAG Travaux et sauf dérogation explicite dans le présent document, les pénalités sont dues de plein droit à la Société des grands projets sans qu'une mise en demeure préalable du titulaire ne soit obligatoire ou que la Société des grands projets doive inviter le titulaire à présenter ses observations, celles-ci étant encourues du simple fait de la constatation par le Maître d'ouvrage ou son représentant. Les pénalités sont libératoires et sont ainsi appliquées par précompte sur les décomptes provisoires ou définitifs, sans mise en demeure, sur simple constat du retard ou du manquement.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, les pénalités s'appliquent dès le premier euro.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant des pénalités décrites au présent article est plafonné à 8% du montant total hors TVA de chaque bon de commande et s'appliquent au plus tard à l'achèvement du bon de commande concerné de chaque lot du présent accord-cadre.

Ce plafonnement ne s'applique pas aux pénalités pour « non-déclaration d'un sous-traitant », « atteinte à la sécurité et à la sûreté des chantiers » et « non-respect de la situation fiscale – lutte contre le travail dissimulé – code du travail ».

Le Maître d'ouvrage se réserve la faculté d'exonérer le Titulaire de tout ou partie des pénalités quel qu'en soit le montant.

Les pénalités dont le montant est défini par jour s'appliquent par jour calendaire.

Le nombre de jours calendaires de retard est obtenu par différence entre la date d'exécution constatée et la date limite prévue à l'accord-cadre, le bon de commande ou l'ordre de service.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG Travaux, les pénalités de retard décrites ci-dessous sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le Maître d'œuvre ou le Maître d'ouvrage.

Pénalité générale pour retard	
Tout retard imputable au Titulaire se rapportant à un délai particulier ou à une date limite fixée dans les pièces de l'accord-cadre ou au bon de commande, qui n'est pas sanctionné par une pénalité spécifique ci-dessous décrite, peut faire l'objet d'une pénalité de 500€ / jour calendaire de retard, sur simple constat du Maître d'ouvrage ou de son représentant.	

Nature de la pénalité	Manquement pénalisé	Montant de la pénalité
Non déclaration d'un sous-traitant	Découverte d'un sous-traitant non déclaré ou non accepté par le MOA. A défaut de régularisation de la situation dans les trente jours suivant le constat de l'infraction, l'accord-cadre peut être résilié sans indemnité et aux torts exclusifs du Titulaire.	5 000 € / jour jusqu'à régularisation du manquement (à compter de la mise en demeure)
	Non-respect de la mention du recours ou non à la sous-traitance dans sa proposition de réponse à un bon de commande	Forfait de 500 € HT par manquement
	Non-respect du délai global	1 000 € HT par jour calendaire de retard

Nature de la pénalité	Manquement pénalisé	Montant de la pénalité
Retard dans l'exécution des travaux	Retard sur les délais partiels (lot 2 uniquement)	500 € HT par jour calendaire de retard
	Non-respect du délai fixé pour la levée des réserves	300 € HT par jour calendaire de retard
	Retard dans la remise de livrables et de documents (techniques ou administratifs)	300 € HT par jour calendaire de retard
Atteinte à la sécurité et à la sûreté des chantiers	Absence ou insuffisance de signalisation horizontale ou verticale, de protection, de nettoyage, aux abords du chantier	500 € HT par jour calendaire jusqu'à régularisation du manquement
	Non-respect des dispositions relatives à l'accessibilité, au maintien et à la sécurisation des circulations sur le domaine public et privé	500 € HT par jour calendaire jusqu'à régularisation du manquement
	<ul style="list-style-type: none"> Intervention sur le domaine public ou occupation sans arrêté de voirie ou intervention sur le domaine privé sans accord des propriétaires et/ou exploitants Non-respect des dispositions liées aux contrôles d'accès Non-respect des dispositions relatives aux équipements et moyens de secours (ressources hydrauliques, détection incendie, alarme, alerte, ventilation en sous-sol, moyens d'extinction, etc.) Non-respect des dispositions relatives au secours d'urgence (soins infirmiers, secouristes, matériels de premiers-secours, etc.) Non-respect des dispositions de sécurité relatives à l'emploi des moyens de levage Ivresse sur chantier 	2 000 € / manquement
	Tout autre non-respect des prescriptions en matière de sécurité et sûreté des chantiers	1 000 € / manquement
	<p>Non-respect des obligations relatives aux salariés détachés.</p> <p>En cas de manquement à l'une des obligations législatives et réglementaires en vigueur relatives aux salariés détachés par une entreprise non établie en France, et notamment en cas de défaut de déclaration d'un salarié en contravention avec les dispositions des articles R. 8291-1 et suivants du code du travail, ou de non-présentation de sa carte d'identification professionnelle par un salarié qui y est tenu au titre de l'article R. 8294-7 du même code.</p> <p>Les pénalités visées dans cet article sont appliquées à compter de la constatation de l'infraction jusqu'à la régularisation de la situation. A défaut de régularisation de la situation dans les trente jours suivant le constat de l'infraction, l'accord-cadre peut être résilié sans indemnité et aux torts exclusifs du Titulaire</p>	20 000 € / infraction / jour calendaire jusqu'à régularisation du manquement
Atteinte à l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> Non-respect des dispositions relatives à la protection de l'environnement, sans incidence directe sur la faune, la flore ou les milieux naturels Non-respect des règles de propreté, bonne tenue des chantiers, nuisances sonores, ... Non-respect des règles de gestion des déchets ou de gestion des déblais 	2 000 € / manquement
	Non-respect des dispositions relatives à la protection de l'environnement, ayant entraîné une incidence directe sur la faune, la flore et/ou les milieux naturels (dissémination d'espèces invasives, pollution du milieu naturel, destruction d'espèces de faune ou de flore protégées, atteinte aux arbres d'intérêt ...)	5 000 € / manquement

Nature de la pénalité	Manquement pénalisé	Montant de la pénalité
Non-respect des obligations de fin de chantier	Tout retard dans la remise de dossiers complets (DOE)	1000 € /dossier / jour calendaire (pénalité cumulable avec la pénalité de retard sur la remise de document)
	Retard dans la remise du projet de décompte final	500 € / jour calendaire
	Retard dans le délai de levée des réserves	500 €/ jour calendaire / réserve non levée

5.3.2. Pénalités pour non-respect de la situation fiscale – lutte contre le travail dissimulé – code du travail

Pénalité pour non-respect de la Situation fiscale - lutte contre le travail dissimulé – code du travail	
Les pénalités visées dans cet article sont appliquées à compter de la constatation de l'infraction jusqu'à la régularisation de la situation. A défaut de régularisation de la situation dans les trente jours suivant le constat de l'infraction, l'accord-cadre pourra être résilié sans indemnité et aux torts exclusifs du Titulaire.	
Manquement	Montant de la pénalité
En cas de retard dans la remise des justificatifs et attestations prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, notamment aux articles D8222-5 et suivants et D8254-2 du code du travail ou à défaut de production périodique desdits justificatifs et attestations pour les sous-traitants directs et indirects	500 € / jour / document
En outre, en cas de manquement présumé du Titulaire à ses obligations au regard de la réglementation applicable à la lutte contre le travail dissimulé	500 € / jour jusqu'à la régularisation de sa situation
En cas de manquement à l'obligation édictée par l'article L 1262-4-1 I. 2e alinéa du code du travail	5 000 € / jour / déclaration ou déclaration hors délai à l'inspection du travail est encourue
En cas de manquement à l'obligation de fournir la preuve de déclaration prévue à l'article L 1262-2-1 du code du travail	5 000 € / jour par omission de déclaration ou déclaration hors délai à l'inspection du travail

5.4. Retenues provisoires

Les retenues provisoires prévues à l'article 19.3 du CCAG-Travaux, relatives aux documents à fournir après exécution par le Titulaire selon les conditions prévues à l'article 40 du même CCAG-Travaux, sont fixées à 0,5% du montant de l'accord-cadre. Les retenues provisoires sont appliquées par catégorie de dossier (DOE). Par dérogation à l'article 19.3 du CCAG-Travaux, ces retenues provisoires se cumulent avec les pénalités afférentes de l'article 5.3 ci-dessus.

6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.1. Provenance des matériaux et produits

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix est laissé au titulaire mais est soumise à l'agrément du Maître d'ouvrage ou son représentant durant la période de préparation du chantier.

Le choix des produits et matériaux utilisés sur le chantier est réalisé en intégrant autant que possible leurs impacts environnementaux et sanitaires. Notamment, l'utilisation de matériaux et équipements issus des filières du réemploi, de la réutilisation et du recyclage est recherchée et privilégiée en cohérence avec une démarche d'économie circulaire.

Plus généralement, la priorité est donnée aux matériaux locaux, peu émissifs, faciles d'entretien, aux performances élevées en termes de maintenabilité et durabilité. Le recours à des matières premières issues de filières certifiées est également favorisé.

Les matériaux et produits concernant les travaux du présent accord-cadre qui ne satisfont pas aux conditions stipulées au CCTP seront refusés et devront être immédiatement déposés, enlevés, remplacés ou refaits par le titulaire qui ne pourra prétendre à la moindre indemnité.

Par dérogation au deuxième alinéa de l'article 23.2 du CCAG-Travaux, toute demande formulée par le Titulaire visant à faire reconnaître l'équivalence visée à l'alinéa de ce même article du CCAG-Travaux doit être présentée au Maître d'ouvrage avec tous les documents justificatifs dans les trente jours à compter du début de la période de préparation qui suit la notification de l'ordre de service de démarrage des prestations.

6.2. Vérification qualitative des matériaux et produits – Essais et épreuves

Les dispositions de l'article 24 du C.C.A.G. travaux sont applicables.

7. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX ET PRESTATIONS

Dans le cas d'un marché conclu avec un groupement d'entreprises, c'est le mandataire qui assure la coordination des travaux et prestations au sein du groupement.

Dans ce cas, la part de l'accord-cadre revenant à chaque entreprise du groupement intègre le coût des dépenses communes qui lui incombe selon une répartition organisée par les entreprises membres du groupement et gérée par elles.

En aucun cas le Maître d'ouvrage ne peut intervenir dans le règlement des différends entre entreprises du groupement.

7.1. Période de préparation et programme d'exécution des travaux

La date de démarrage des prestations, valant démarrage de la période de préparation des travaux, est notifiée au Titulaire dans le bon de commande correspondant.

Les documents à remettre dans le cadre du programme d'exécution des travaux sont précisés au chapitre 6.4 du CCTP.

7.2. Études d'exécution

Les dispositions suivantes s'appliquent tant aux études d'exécution des ouvrages définitifs qu'à celles des méthodes et des ouvrages provisoires.

Conformément à l'article 29 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages, les notes de calcul et les études de détail sont établis par le Titulaire, à partir des pièces contractuelles et des documents directeurs transmis par le Maître d'ouvrage ou son représentant.

Les études d'exécution des travaux (élaboration des plans, schémas, notes de calcul, etc.) sont à la charge du Titulaire. Les notes de calcul, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le Titulaire et soumis au visa du Maître d'ouvrage ou son représentant. Une copie de ces documents sera également transmise au coordonnateur SPS.

Le Titulaire déclare avoir parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre. Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il déclare que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

Le Maître d'ouvrage ou son représentant se réserve le droit de retourner au Titulaire tout document dont l'examen ne pourra être conduit à son terme, en raison de l'absence de documents justificatifs complémentaires indispensables.

7.3. Installation, organisation, hygiène, sécurité et protection de la santé des travailleurs sur les chantiers

7.3.1. Principes généraux

Les principes concernant la sécurité et la sûreté des chantiers découlent par ordre de priorité décroissante :

- des lois et règlements, dont le code du travail ;
- de la Charte et référentiels sécurité des chantiers, figurant en annexe 3 du CCAP ;
- du Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, établi par le CSPS sur la base des documents précédents.

Le Titulaire s'engage à respecter et à faire respecter strictement la réglementation et les prescriptions résultant des documents susmentionnés, y compris en cas de mise à jour pendant l'exécution de l'accord-cadre.

Le Titulaire doit supporter toutes les sujétions pouvant résulter de ces prescriptions et ne peut pas réclamer d'indemnité pour les gênes, retards, services et difficultés diverses qui en résultent.

Le Titulaire prend toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter les accidents, tant à l'égard du chantier et de ses travailleurs qu'à l'égard des tiers.

7.3.2. Dispositions particulières en cas d'inobservation des prescriptions sur la sécurité

En cas d'inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants éventuels des prescriptions concernant la sécurité, l'hygiène du chantier et les mesures d'ordre et sans préjudice des pouvoirs des autorités compétentes, le Maître d'Ouvrage peut prendre aux frais du Titulaire les mesures nécessaires après mise en demeure restée sans effet.

En cas d'urgence ou de danger, ces mesures sont prises sans mise en demeure préalable.

L'intervention des autorités compétentes de l'Entité adjudicatrice ne dégage pas la responsabilité du Titulaire.

7.3.3. Installation de chantier

Les installations devront être maintenues en état constant de propreté.

En fin de chantier, Le Titulaire enlèvera tout élément ne faisant pas partie du projet et rendra le site de chantier en parfait état. Les lieux doivent être remis en état dans le délai prévu à l'article 5.1 du présent C.C.A.P. pour le repliement des installations de chantier.

En fin d'occupation, le titulaire devra fournir les quitus du propriétaire et de l'exploitant.

7.3.4. Installations particulières réalisées par le titulaire

En dehors des stipulations du C.C.T.P., le Maître d'ouvrage ne peut pas mettre à la disposition du titulaire les emplacements, les locaux et installations tels que définis aux articles R 4533-1 à R 4533-5 du code du travail modifié par le décret 2008-244 du 7 mars 2008. Les prix de l'accord-cadre sont réputés comprendre la mise à disposition, aux frais du titulaire, des autres emplacements, locaux et installations mentionnés ci avant.

Ces installations sont réalisées par le titulaire, conformément aux dispositions du CCTP.

Le titulaire aura à sa charge toutes les démarches nécessaires pour l'obtention des autorisations prévues par la législation en vigueur. Il fera son affaire des divers approvisionnements (eau, énergie, télécommunications, etc.).

7.3.5. Autorisations administratives

Par dérogation à l'article 31.3 du CCAG travaux, il est précisé que la recherche, les autorisations temporaires du domaine public ou privé et l'obtention des permissions de voirie par les canalisations seront assurées par le titulaire pour le compte du Maître d'ouvrage.

7.3.6. Déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT)

Avant tout commencement d'exécution des travaux, le Titulaire doit déposer les DICT auprès des exploitants des ouvrages concernés. Une copie de la réponse des exploitants doit être transmise au Maître d'ouvrage et au Maître d'œuvre.

Les opérations de marquage/piquetage sont effectuées par le Titulaire avant tout commencement de travaux. Son coût est intégré à l'offre.

Le marquage/piquetage fera l'objet d'un compte-rendu contradictoire à la charge du Titulaire en présence de la Maitrise d'ouvrage et du Maître d'œuvre et sera accompagné d'un reportage photographique.

Ce compte-rendu ainsi que l'ensemble des DT, DICT et résultats d'éventuels sondages complémentaires doivent être disponibles sur les sites pendant toute la durée du chantier.

7.3.7. Garde du chantier - Accès au chantier

7.3.7.1- Garde du chantier

La responsabilité de la garde de l'ensemble des installations, est à la charge du titulaire jusqu'à la réception des installations.

Les visites qui seront susceptibles d'être organisées pendant le chantier par le Maître d'ouvrage ne transfèrent en rien cette garde qui reste juridiquement à la charge du titulaire.

En outre, le titulaire devra assumer la responsabilité de la garde des matériaux et matériels mis à sa disposition par le Maître d'ouvrage.

En dérogation à l'article 43.3 du CCAG Travaux, le titulaire est responsable de la garde des éléments précités même lors d'une mise à disposition temporaire de certains ouvrages.

7.3.7.2 - Accès au chantier

Le titulaire assure la gestion du chantier pendant la durée des travaux. Les chantiers doivent être maintenus clos pendant toute la durée des travaux.

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit de circuler, ou de mandater toute personne de son choix de circuler librement et à tout moment sur le chantier, seul(e) ou accompagné(e), et ce dans le strict respect des règles de sécurité définies au présent accord-cadre.

Les prestations peuvent être exécutées sur des sites dont la Société des grands projets n'est pas nécessairement le propriétaire. Le cas échéant, le titulaire est tenu de répondre aux dispositions d'accès qui pourront lui être imposées au moment des investigations (délais, règles de gestions des sites, modalités préalables aux interventions, accompagnement, etc.).

Le titulaire effectuera, en tant que de besoin, une ou plusieurs visites préparatoires sur le site afin de prendre connaissance des conditions d'accès, en présence du propriétaire ou de son représentant. Le titulaire inclura cette visite dans ses coûts de préparation ainsi que celui pour l'émission d'un compte-rendu de chaque visite à l'attention du Maître d'ouvrage et du propriétaire ou de son représentant.

Lorsque cela apparaît nécessaire, le Titulaire aura la charge de faire toutes les démarches administratives et obtenir toutes les autorisations utiles pour son intervention. Il devra notamment obtenir les arrêtés relatifs à la circulation ou au stationnement. L'affichage et la signalisation en amont de son intervention sont alors à sa charge.

Préalablement au démarrage des travaux, le Titulaire est réputé avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès aux abords, à la topographie et à la nature des terrains, à l'exécution des travaux à pied d'ouvrage ou son représentant, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier. Les modalités d'accès et d'occupation du site seront validées auprès du (ou des) occupant(s), par le Titulaire.

7.3.7.3 - Conditions particulières des sites des travaux

Les zones d'intervention peuvent se situer en contexte urbain très fréquenté par le public, ou dans des milieux naturels sensibles.

Il est donc rappelé au titulaire que ses engins et son personnel évolueront sur ou à proximité de parcelles publiques, de voiries publique et privative ou de milieux naturels sensibles. Dans ce contexte, il conviendra de limiter au maximum les déplacements des engins et des hommes sur les sites et de ne pas circuler en dehors des zones strictement nécessaires à la réalisation des prestations, définies lors de l'engagement des travaux.

Les éventuelles mesures de réparation à entreprendre à la suite de toute atteinte à ces usages, modes d'occupation des sols ou biens publics, durant les travaux et la période de garantie, seront à la charge du Titulaire en tort.

Il est précisé que, durant l'intervention du Titulaire, d'autres travaux pourront éventuellement être réalisés à proximité.

Il appartiendra au Titulaire de s'entendre avec les personnes exécutant ces autres travaux en ce qui concerne la gestion de l'espace et notamment les installations de chantier, les circulations, etc.

Le Titulaire veillera également à ce que les éventuels autres intervenants n'entraînent, de par leurs travaux, aucune dégradation sur ses propres ouvrages ou les ouvrages existants qu'il doit conserver. Il mettra en place toutes les protections nécessaires.

7.3.8. Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

7.3.9. Locaux pour le personnel

Le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

7.3.10. Registre de chantier

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre. Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-travaux, le registre de chantier sera tenu par le Titulaire et visé régulièrement par le représentant de la Maîtrise d'ouvrage.

Dans ce registre seront consignés, chaque jour par le Titulaire :

- les opérations administratives relatives à l'exécution et au règlement de l'accord-cadre, telles que notifications d'ordres de service, visas et approbation des plans d'exécution, etc.
- les conditions atmosphériques constatées : a minima toute donnée permettant de justifier une interruption de chantier ou des prestations particulières (vent, température, précipitations, niveau des eaux, ...)
- les résultats des essais et contrôles ;

- les incidents ou détails présentant quelque intérêt du point de vue de la tenue ultérieure des ouvrages, du calcul des prix de revient et la durée réelle des travaux
- les observations faites et les prescriptions imposées à l'entrepreneur (marche générale du chantier, sécurité du personnel, ...)
- les travaux exécutés, leur nature, leurs localisations
- les horaires de travail, l'effectif et la qualification du personnel ;
- la nature et le nombre d'engins en fonctionnement et en panne ;
- les dispositions prises et les mesures effectuées par le Titulaire pour régler son matériel et contrôler les réglages ;
- les réceptions de matériaux ;
- Le registre de suivi des déchets et déblais et les bordereaux de suivi.

A ce registre, sera joint en annexe chaque jour, un compte-rendu détaillé sur lequel seront indiqués par poste de travail :

- la durée et la cause des arrêts de chantier, l'évaluation des quantités de travaux effectués chaque jour
- un chapitre environnement contenant toutes les informations permettant au Maître d'ouvrage de suivre le bon déroulement du chantier vis-à-vis des enjeux environnementaux et de suivre la mise en œuvre et le respect du SOGED ; ce chapitre environnement abordera également les éventuels incidents environnementaux et les traitements apportés par le titulaire.

Le registre de chantier, signé par les représentants du Titulaire, est laissé en libre consultation.

Pourront être annexés chaque jour, tous documents venant en complément des informations consignées dans le registre (photographies, résultats d'essais, procès-verbaux de constat, mise à jour des documents et procédures d'exécution ...). Seront annexés chaque semaine, le planning prévisionnel de l'entrepreneur pour les travaux de la semaine suivante.

7.3.11. Sécurité du chantier

Chaque titulaire prend sur le chantier toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers. Il est tenu d'observer tous les règlements et consignes de l'autorité compétente. Chaque titulaire et ses sous-traitants éventuels établiront leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) avant toute intervention sur le chantier, conformément aux dispositions du C.C.T.P.

Le Maître d'ouvrage pourra en cas d'urgence, et à la suite d'une injonction faite au titulaire restée sans effet, prendre d'office, aux frais et risque de celui-ci, les mesures nécessaires pour assurer le respect des conditions mentionnées ci-dessus.

En cas d'inobservation par le titulaire ou ses sous-traitants éventuels des prescriptions concernant la sécurité, l'hygiène du chantier et les mesures d'ordre et sans préjudice des pouvoirs des autorités compétentes, l'entité adjudicatrice peut prendre aux frais du titulaire les mesures nécessaires après mise en demeure restée sans effet.

En cas d'urgence ou de danger, ces mesures sont prises sans mise en demeure préalable.

L'intervention des autorités compétentes ou du pouvoir adjudicateur ne dégage pas la responsabilité du titulaire.

7.3.12. Protection contre l'incendie

Le titulaire de l'accord-cadre devra assurer, sous sa seule responsabilité et à ses frais, les mesures de protection contre l'incendie comportant :

- la présence obligatoire, sur le chantier, d'extincteurs en état de marche,
- l'obligation de désigner, sur le chantier, un responsable assurant à tous les arrêts de travail l'extinction des feux et le contrôle des mesures de sécurité.

7.4. Réunions et visites de chantier

Des réunions et visites de chantier pourront être organisées régulièrement par le Maître d'ouvrage et/ou son représentant durant les périodes de travaux. Les sujets suivants pourront notamment être abordés :

- Avancement / planning de l'entreprise ;
- Points de contrôle et points d'arrêt ;
- Difficultés de chantier / non-conformités.

Le titulaire prend les dispositions pour assister à l'ensemble de ces réunions et visites de chantier.

Chaque réunion et visite donne lieu à l'élaboration d'un compte rendu réalisé par le représentant de la Maîtrise d'ouvrage, et visé par le titulaire. A défaut du visa du titulaire dans un délai de 5 jours à compter de sa réception, le compte rendu est réputé accepté sans réserve.

7.5. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

Le Titulaire prendra toutes mesures pour protéger les personnes et les biens pendant toute la durée des travaux (après avoir, bien entendu, obtenu les autorisations éventuellement nécessaires auprès des tiers, parties prenantes et collectivités concernés).

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation publique ainsi que les déviations d'itinéraire, est réalisée par le titulaire sous le contrôle du Maître d'ouvrage ou de son représentant.

Le Titulaire devra mettre à disposition tout le matériel nécessaire à la signalisation temporaire (fluviale, routière et piétonne), à la clôture de l'emprise des travaux (y compris la zone de travaux fluviale le cas échéant) et des zones de dépôt de matériaux ou engins, notamment aux abords des voiries publiques permettant l'accès au chantier ainsi que sur les sites mêmes des travaux (mise en place de panneaux « Chantier interdit au public », etc.). Les clôtures de chantier seront soumises à l'agrément du Maître d'ouvrage ou son représentant. Les clôtures seront implantées en limite d'emprises de la zone d'installation de chantier.

La signalisation doit être conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine. Les dispositifs de balisage et de signalisation des chantiers requis seront établis en concertation avec les collectivités, leurs gestionnaires délégués et le Maître d'ouvrage.

7.6. Circulation sur les voies publiques et privées

7.6.1. Prescriptions générales

Les prix de l'accord-cadre sont réputés tenir compte des contraintes générées par les prescriptions décrites ci-après en matière de circulation et en particulier des allongements de parcours éventuels consécutifs au respect de ces règles. Le titulaire ne pourra donc s'en prévaloir pour prétendre à une rémunération supplémentaire ou motiver une quelconque demande d'indemnité complémentaire en fin de chantier.

7.6.2. Itinéraires d'accès et de transport

Les itinéraires d'accès possibles au chantier sont réalisés au travers des voies situées aux abords du projet.

Ces itinéraires devront tenir compte de toutes les dispositions du code de la route et des arrêtés ou décisions pris par les autorités compétentes (par exemple limitation de charge, périodes interdites). L'entrepreneur a à sa charge la vérification de la faisabilité des itinéraires choisis.

Le mandataire sera responsable du respect de ces itinéraires par l'ensemble des co-traitants et sous-traitants du groupement.

Le titulaire devra informer ses éventuels fournisseurs et ses sous-traitants des itinéraires imposés ; il est responsable du respect de ces itinéraires par ceux-ci.

Le titulaire devra en outre veiller à ce que les itinéraires ne présentent pas de restriction en fonction des engins et des éléments qu'il souhaite faire circuler sur ces itinéraires. A ce titre, il prend en charge l'ensemble des sujétions et contraintes à sa charge.

7.7. Dégradations causées aux voies publiques

Par dérogation à l'article 34.1 du C.C.A.G. travaux, la réparation des dégradations causées par les circulations ou transports à l'occasion des travaux du titulaire seront supportées intégralement par l'entreprise.

En outre, le titulaire supportera seul et dans leur intégralité, toutes les réparations s'avérant nécessaires du fait de l'utilisation d'un itinéraire.

Il en est de même pour les réparations rendues nécessaires par la négligence de l'entrepreneur, le non-respect du code de la route, des arrêtés ou décision des gestionnaires et plus largement lorsqu'il ne se conforme pas entièrement aux stipulations du présent accord-cadre.

Il devra respecter les périodes d'interdictions et les limitations de charge ou de vitesse.

7.8. Nettoyage des voies publiques

Le titulaire et ses éventuels sous-traitants prendront toutes précautions pour éviter les chutes de matériaux sur les voies publiques empruntées par leurs véhicules et leurs engins pour accéder aux zones de chantier.

Le titulaire effectuera pendant toute la durée du chantier, à ses frais, les nettoyages nécessaires pour que toutes les voies circulées soient en parfait état de propreté. A défaut il sera fait application des mesures d'exécution aux frais et risques du titulaire.

7.9. Sujétions résultant du voisinage de chantiers de travaux étrangers à l'entreprise

Les sujétions de toute nature et les retards qui pourraient résulter de la présence et du maintien en service des canalisations, câbles, conduites, etc. de toute nature, ainsi que les chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ne donneront lieu à aucune indemnité ni plus-value.

De même les sujétions de toute nature et retard qui pourraient découler de chantiers voisins au site ne donneront lieu à aucune indemnité ni plus-value.

7.10. Détérioration ou vol

En cas de détérioration ou vol, le titulaire est responsable de ses ouvrages jusqu'à la réception, même s'ils sont utilisés provisoirement pendant le chantier.

Dans tous les cas, la remise en état doit se faire de façon à ne pas retarder la bonne marche des travaux quelle que soit l'action exercée par ailleurs auprès des compagnies d'assurances, entreprises, etc.

7.11. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail, lutte contre le travail dissimulé

7.11.1. Mesures d'ordre social

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder la proportion fixée par la réglementation en vigueur au moment de l'exécution de l'accord-cadre.

7.11.2. Application de la réglementation du travail, lutte contre le travail dissimulé et salariés détachés temporairement

Le Titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la réglementation du travail, à la lutte contre le travail dissimulé et la lutte contre le recours à l'emploi de salariés étrangers sans titre, ainsi qu'à la réglementation relative au détachement temporaire de salariés.

Application de la législation du travail, des dispositifs de lutte contre le travail dissimulé et de lutte contre le recours à l'emploi de salariés étrangers sans titre

1. Le Titulaire est tenu de faire respecter les droits des salariés de ses sous-traitants, notamment en application des articles L.3245-2 (salaire minimum), L.4231-1 (hébergement collectif), L.8222-1 et L.8222-5 (travail dissimulé), L.8251-1 et suivants et L.8254-2-1 (autorisation d'exercice d'une activité salariée en France), et L.8281-1 (libertés individuelles, discriminations & al.) du code du travail.

2. Le Titulaire s'engage à réaliser les travaux avec des salariés régulièrement employés au regard des articles L.1221-10, L.1221-12 et L.1221-15 (obligation de déclaration), L.3243-1 et suivants (bulletin de paie), L.5221-8 et L.5221-9 (autorisation d'exercice d'une activité salariée en France) du code du travail.

3. Le Titulaire est tenu de remettre au Maître d'ouvrage les justificatifs et attestations prévus notamment aux articles D.8222-5 et suivants et D.8254-2 et suivants du code du travail et de respecter les échéances périodiques de remise. Il est également tenu de produire, dans les mêmes conditions, ces justificatifs et attestations prouvant la régularité de la situation des sous-traitants directs et indirects.

4. Le Titulaire est tenu de s'acquitter des formalités relatives à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail.

5. Il est rappelé que le Titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de respecter les dispositions de l'article 31.5 du CCAG-Travaux ci-après littéralement rapportées :

« 31.5. Lutte contre le travail dissimulé :

31.5.1. Le Titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par son personnel, dans l'enceinte du chantier et en permanence, un dispositif d'identification combinée de chaque personne et de son employeur.

31.5.2. Le Titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu d'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier.

31.5.3. Cet enregistrement est tenu à jour et mis à disposition du Maître d'ouvrage et de toute autre autorité compétente. Le représentant de l'Entité adjudicatrice peut en solliciter la production à tout moment.

31.5.4. Le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Il reste responsable du respect de celles-ci pendant toute la durée de l'accord-cadre. »

6. Le Titulaire applique le dispositif d'identification professionnelle prévu par les articles L.8291 1 et R.8291-1 et suivants du code du travail. Ce dispositif s'applique à l'ensemble des salariés, y compris les salariés détachés.

Salariés détachés temporairement par une entreprise non établie en France : obligations du Titulaire non établi en France qui détache des salariés

1. Il est rappelé que, conformément aux dispositions des articles L. 1262-2-1, R. 1263-2-1, R.1263-3 et R. 1263-4-1 du code du travail, le Titulaire adresse à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation (unité départementale de la DIRECCTE), préalablement au détachement, la déclaration de détachement et copie du document en français désignant le représentant de l'entreprise sur le territoire national.

2. Pour l'application de l'article R. 1263-12 du code du travail et de l'article L. 114-15-1 du code de la sécurité sociale, le Titulaire remet au Maître d'ouvrage, avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés :

- une copie de la déclaration de détachement et une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 ;
- le formulaire concernant la législation de sécurité sociale applicable prévu par les règlements européens (formulaire « A1 ») et les conventions internationales en vigueur portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale.

3. Sauf difficulté majeure justifiée, le Titulaire informe le Maître d'ouvrage de la date d'un détachement au plus tard dix jours calendaires avant celui-ci.

4. Le Titulaire s'assure que ses travailleurs détachés tiennent à la disposition des agents mentionnés à l'article L. 8271-1-2 du code du travail sur le lieu d'exécution du travail le formulaire précité concernant la législation de sécurité sociale.

A défaut, cette obligation de tenir à disposition des agents susvisés sur le lieu d'exécution du travail le formulaire précité pour les salariés détachés lui incombe, directement ou par l'intermédiaire de son représentant en France.

5. En cas d'accident du travail dont est victime un salarié détaché dont il est l'employeur, le Titulaire procède à la déclaration visée à l'article L.1262-4-4 du code du travail dans les conditions fixées par l'article R.1262-2 du code du travail.

La preuve de l'accomplissement de cette formalité consiste en la remise au Maître d'ouvrage de la copie de la déclaration précitée transmise à l'inspection du travail du lieu où s'est produit l'accident comportant la preuve de l'envoi.

6. Conformément à l'article L.1263-7 du code du travail, le Titulaire doit conserver sur le lieu de réalisation de la prestation les documents traduits en langue française permettant de vérifier le respect des dispositions relatives au détachement de ses salariés.

Il conserve les déclarations de détachement ainsi que l'ensemble des documents visés à l'article R.1263-1 du code du travail.

7. Conformément à l'article L. 8291-1 du code du travail, le Titulaire remet aux salariés détachés le document d'information visé à l'article R. 8294-8 du même code.

Le Titulaire procède par voie d'affichage sur les lieux de travail des informations sur la réglementation applicable aux salariés détachés dans les matières visées à l'article D.1263-21 du code du travail, à savoir : durée du travail, salaire minimum, hébergement, prévention des chutes de hauteur, équipements individuels obligatoires, existence d'un droit de retrait.

Les affiches précisent les modalités selon lesquelles le salarié peut faire valoir ses droits dans les matières du droit du travail susvisées. Elles sont traduites dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des Etats d'appartenance des salariés détachés sur le chantier. Elles sont facilement accessibles et placées dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail et tenues dans un bon état de lisibilité.

Obligations du Titulaire en raison de ses sous-traitants et des entreprises exerçant une activité de travail temporaire avec laquelle il ou un de ses sous-traitants directs ou indirects a contracté

1. Le Titulaire s'engage à informer le Maître d'ouvrage de la date du détachement de chacun des salariés de chacun de ses sous-traitants directs ou indirects ou de chaque entreprise de travail temporaire avec laquelle il ou un de ses sous-traitants directs ou indirects a contracté, au plus tard dix jours calendaires avant ledit détachement.

Le Titulaire se porte fort du respect de l'obligation visée à l'article L. 1263-7 du code du travail par chacun de ses sous-traitants directs ou indirects, et chaque entreprise exerçant une activité de travail temporaire avec laquelle il ou un de ses sous-traitants directs ou indirects a contracté qui détache des salariés et qui ont obligation de conserver les déclarations de détachement ainsi que l'ensemble des documents visés à l'article R. 1263-1 du code du travail sur le lieu de travail du salarié détaché, en vue notamment de leur présentation à l'inspection du travail.

2. Le Titulaire est tenu de fournir au Maître d'ouvrage, avant le début de chaque détachement, la preuve par écrit que :

- chacun des sous-traitants directs ou indirects qu'il présente à l'acceptation du Maître d'ouvrage ou acceptés par lui et qui détache des salariés,
- chaque entreprise exerçant une activité de travail temporaire avec laquelle il ou un de ses sous-traitants directs ou indirects a contracté et qui détache des salariés,

Se sont acquittés de l'obligation mentionnée au I. de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

Cette preuve consiste en la remise obligatoire, au Maître d'ouvrage, d'une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1 du code du travail.

A défaut de remise de ces documents par chacun de ses sous-traitants directs ou indirects ou chaque entreprise exerçant une activité de travail temporaire avec laquelle il a contracté, le Titulaire, conformément au 2e alinéa du I. de l'article L. 1262-4-1 du code du travail, adresse dans les quarante-huit heures suivant le début du détachement, à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation, une déclaration conforme à l'article R.1263-14 du code du travail.

3. L'absence de production de la déclaration de détachement peut constituer un motif de non-acceptation du sous-traitant.

4. Le Titulaire remet au Maître d'ouvrage copie de la déclaration effectuée au titre de l'alinéa 2 du I de l'article L.1262-4-1 du code du travail afin de prouver la réalisation de l'obligation précitée.

5. Le Titulaire communique au Maître d'ouvrage, avant le début du détachement, le formulaire concernant la législation de sécurité sociale applicable prévu par les règlements européens (formulaire « A1 ») et les conventions internationales en vigueur portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale lors de chaque détachement des salariés de ses sous-traitants directs ou indirects et des salariés des entreprises de travail temporaire avec lesquelles il ou un de ses sous-traitants directs ou indirects a contracté, afin que soit remplie l'obligation visée à l'article L.114-15-1 du code de sécurité sociale.

6. Le Titulaire s'assure que les travailleurs détachés de chacun de ses sous-traitants directs ou indirects et les travailleurs détachés des entreprises de travail temporaire avec lesquelles il ou chacun de ses sous-traitants directs ou indirects a contracté tiennent à la disposition des agents mentionnés à l'article L.8271-1-2 du code du travail sur le lieu d'exécution du travail le formulaire précité concernant la législation de sécurité sociale.

A défaut, cette obligation de tenir à disposition des agents susvisés sur le lieu d'exécution du travail le formulaire précité pour les salariés détachés incombe à l'employeur des travailleurs détachés, directement ou par l'intermédiaire de son représentant en France, ou au donneur d'ordre direct qui a contracté avec le prestataire qui détache des travailleurs.

7. Dans tous les cas, le Titulaire se porte fort de l'application des dispositions susvisées pour les salariés détachés de ses sous-traitants directs ou indirects, et des entreprises exerçant une activité de travail temporaire avec laquelle il ou un de ses sous-traitants directs ou indirects a contracté.

8. En cas d'accident du travail dont est victime un salarié détaché d'un sous-traitant direct ou d'une entreprise de travail temporaire avec laquelle il a contracté, le Titulaire procède à la déclaration visée à l'article L.1262-4-4 du code du travail dans les conditions fixées par l'article R.1262-2 du code du travail.

7.12. Responsabilité du titulaire en cas de pollution

L'attention du Titulaire est attirée sur la nécessité d'un très strict contrôle des risques de pollution de l'environnement et tout particulièrement des eaux de la Seine ou de la Marne (hydrocarbures, huiles, graisses, laitances de ciment, produits d'injection, matières en suspension).

En cas de pollution accidentelle du chantier, du cours d'eau, des eaux prélevées et dérivées par les infrastructures existantes et des terrains situés à proximité, le Titulaire supportera toutes les conséquences juridiques et financières de ces effets.

En particulier, en cas de pollution accidentelle par hydrocarbures ou de tout autre produit dangereux pour l'environnement, le Titulaire devra prévenir immédiatement le Maître d'ouvrage ou son représentant par oral (téléphone) puis par écrit (mail) en expliquant l'historique du déroulement de l'accident, les quantités déversées, l'impact environnemental, les mesures correctives, etc.

Les modalités d'alerte devront être précisées dans le PAE du Titulaire (cf. procédures d'intervention en cas de pollution accidentelle) et affichées de manière claire et visible dans le bureau de chantier et sur les panneaux d'affichage extérieurs aux bungalows de chantier.

Le Titulaire prendra alors toutes les dispositions techniques pour confiner (barrage flottant anti-pollution, produits absorbants, etc.), collecter puis acheminer les substances polluantes (y compris les matériaux conta contrôle extérieur au Titulaire minés) vers un centre de traitement adapté.

8. CONTRÔLES, RECEPTION ET GARANTIES DES TRAVAUX

8.1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

8.1.1. Essais du titulaire

Les essais et contrôles d'ouvrages ou de parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du C.C.T.G. ou le C.C.T.P. seront assurés sur le chantier par le titulaire.

Les dispositions de l'alinéa 4 de l'article 24 du C.C.A.G. relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables à ces essais et contrôles.

8.1.2. Essais à la demande du Maître d'ouvrage

En complément de l'article 38 du C.C.A.G, il est précisé que les essais et contrôles que le Maître d'ouvrage se réserve le droit de faire effectuer en sus de ceux définis par l'accord-cadre, seront rémunérés par le Maître d'ouvrage sur présentation des factures justifiant les frais engagés.

8.1.3. Contrôles spécifiques au lot 2 du présent accord-cadre

Ce chapitre s'applique uniquement au lot 2 du présent accord-cadre.

Les essais nécessaires à la bonne réalisation et au contrôle de la qualité des travaux du lot 2 incluent les contrôles suivants :

Contrôles topographiques

Le titulaire doit les levés topographiques suivants pour contrôle sur plan :

- excavation terminée avant pose du géotextile en coco : contrôle du fond de fouille et prise en compte du volume, compte tenu de l'éventuelle apparition du rideau d'ancrage des tirants,
- excavation terminée avec géotextile et avant ouverture du rideau de palplanches : contrôle du volume réel de l'excavation, contrôle des pentes de berges.

Campagnes d'essais sur les terrassements

Le titulaire doit réaliser des analyses de la qualité des matériaux et de la dalle découpée, et des analyses de sols.

Le tableau ci-dessous récapitule les contrôles d'exécution demandés dans le cadre de l'accord-cadre :

Travaux	Partie contrôlée	Contrôle	Périodicité	Norme produit	Valeurs seuils
Identification des sols	Sols en place : nature et caractéristiques	identification GTR	1 / sol rencontré	NFP 11-300	-
Excavation	Fond de fouille	Topo	-	-	+/- 2 cm
	Pente des berges	Topo	-	-	+/- 2 cm
Déblais	Matériaux	Qualité physico chimique	1/500 m ³	-	Compatible ISDI

Travaux	Partie contrôlée	Contrôle	Périodicité	Norme produit	Valeurs seuils
	Matériaux	Qualité physico chimique	1/500 m ³	-	Compatible ISDND
	Dalle découpée	Qualité physico chimique	1/100 m ³	-	Compatible ISDND
Piquetage	Ensemble du projet	Topo	1 / profil	-	+ /- 1 cm en nivellement +/- 2 cm en plan

Campagne d'essais sur les travaux de palplanches

Pour chaque élément de palplanches, le titulaire remet au maître d'ouvrage et son bureau d'études représentant un compte-rendu de chantier, conforme à l'article « compte-rendu » de la norme NF EN 12063. Les compte-rendu seront objet d'un dépouillement et analyse.

8.2. Dossier des ouvrages exécutés (DOE)

Le Titulaire doit remettre au Maître d'ouvrage ou son représentant un dossier complet comprenant les plans, les dessins et les notes de calculs conformes à l'exécution.

Les dispositions de l'article 40 du CCAG de Travaux sont complétées comme suit : le chargé de la qualité du Titulaire doit remettre au Maître d'ouvrage ou son représentant le dossier de récolement après en avoir visé chaque pièce.

La réception des travaux est subordonnée à la remise et à l'acceptation du dossier des ouvrages exécutés (DOE) par le Maître d'ouvrage ou son représentant.

Présentation :

Le type de conditionnement, la couleur du dossier, etc. seront précisés par le Maître d'ouvrage ou son représentant.

Le dossier disposera d'un sommaire ou d'une liste de pièces. Le titulaire devra se baser sur les exigences MOA indiquées dans le document *DOE Sommaires de référence*, référencé *DPMO_02_EXE_CDR_000516* pour la fourniture de son DOE. Le sommaire du titulaire devra être transposé en dossier de classement dans la GED tpPLM et ce dossier devra être validé par le maître d'œuvre lorsque le DOE sera finalisé.

Tous les documents du DOE devront être conformes à l'exécution ou validé.

Tous les documents et les dispositifs de classement seront munis d'une cartouche, renseigné par un titre et un numéro de pièce. Les écritures manuscrites sont interdites sur les cartouches et le sommaire. La présentation doit être la même pour tous les documents (présentation des cartouches, police d'écriture, etc.).

Plans :

Le Titulaire remettra au Maître d'ouvrage ou son représentant un dossier de plans :

- 1 original en couleur, reproductible, au format initial, placé dans un tube étiqueté,
- deux exemplaires en couleur pliés du format initial,
- les fichiers au(x) format(s) approprié(s) (SIG, .dwg, ...) et PDF avec légendes adaptées.

Notes de calculs, documents d'exécution, de contrôle :

Le Titulaire remettra au Maître d'ouvrage ou son représentant ces documents sous forme numérique dans un support comprenant l'ensemble des fichiers correspondants au format Word, Excel, .PDF, et autre.

Support informatique :

Le Titulaire remettra les supports informatiques des plans, documents d'exécution et notes de calculs dans des formats compatibles avec les logiciels du Maître d'ouvrage ou son représentant (format .dwg, Word, Excel et en format .PDF, ainsi que les fichiers de données des calculs automatiques).

Contenu :

D'une façon générale, les fiches d'agrément, d'homologation et notices techniques relatives aux matériaux employés font partie du DOE.

Une synthèse claire de qui a fait quoi sur le chantier est à remettre dans le DOE.

Cette notice doit décrire la prestation de chaque intervenant et préciser ses coordonnées (adresse, téléphone, fax, mail, etc.), y compris pour les sous- traitants.

8.3. Réception

Cet article déroge à l'article 41 du CCAG Travaux.

La réception est prononcée par le Maître d'ouvrage à l'issue de la réalisation des prestations de chaque bon de commande.

La réception comprend les opérations préalables à la réception.

Le titulaire avise le Maître d'ouvrage ou son représentant de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou le seront.

Le titulaire est alors convoqué pour prononcer la réception des travaux dans un délai de 15 jours à compter de la date de réception de l'avis mentionné ci-dessus ou de la date indiquée dans l'avis d'achèvement des travaux, si celle-ci est postérieure.

Cette réception comporte, en tant que de besoin, les opérations suivantes :

- la reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- les épreuves éventuellement prévues par l'accord-cadre ;
- la constatation éventuelle de l'inexécution des travaux prévus à l'accord-cadre ;
- la vérification de la conformité des conditions de pose des équipements aux spécifications des fournisseurs conditionnant leurs garanties ;
- la constatation éventuelle d'imperfections ou de malfaçons ;
- la constatation du repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et lieux ;
- les constatations relatives à l'achèvement des travaux ;
- La remise du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) conformes aux travaux réalisés dans le respect des délais indiqués dans le CCTP.

La réception est alors prononcée sur le champ avec ou sans réserve, et à ce titre fait l'objet d'un procès-verbal signé par le titulaire et le Maître d'ouvrage ou son représentant.

S'il prononce la réception, il fixe la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux. La décision ainsi prise est notifiée au titulaire dans les trente jours suivant la date du procès-verbal.

La réception prend effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux.

Lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le Maître d'ouvrage ou son le représentant.

Dans le cas contraire, le titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

Jusqu'à la date effective de réception des opérations, sauf décision du Maître d'ouvrage ou son représentant, le Titulaire sera entièrement responsable de la conservation de ses ouvrages et devra prendre toutes les précautions pour en assurer le maintien. De ce fait, le Titulaire devra prévoir la remise en état de toute dégradation qui se produirait jusqu'à la réception, y compris en cas d'inondation des ouvrages.

La prise de possession des ouvrages par le maître de l'ouvrage a lieu dès leur réception.

8.4. Garanties

8.4.1. Garantie de parfait achèvement

Le délai de garantie de parfait achèvement est fixé à un (1) an, à compter de la date d'effet de la réception des travaux pour chaque site.

Par conséquent le titulaire est tenu durant cette année a une obligation dite « de parfait achèvement », au titre de laquelle il doit :

- Exécuter les travaux ou prestations éventuels de finition ou de reprise prévus aux articles 41.5 et 41.6 du CCAG ;
- Remédier à tous désordres signalés par le Maître d'ouvrage ou son représentant, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il était lors de la réception ou après correction des imperfections constatées lors de celle-ci ;
- Procéder, le cas échéant, aux travaux de confortatifs ou modificatifs, dont la nécessité serait apparue à l'issue des épreuves effectuées conformément aux stipulations prévues par les documents particuliers de l'accord-cadre ;
- Remettre au maître d'ouvrage les plans des ouvrages conformes à l'exécution dans les conditions précisées à l'article 8.2 du présent CCAP.

En complément de l'article 44.1 du CCAG-Travaux, et par dérogation à l'article 42.3 du CCAG-Travaux, il est précisé que l'ensemble des délais de garantie des ouvrages, parties d'ouvrage, matériels et équipements qui font l'objet d'un délai partiel courent à compter de la date d'effet de la réception des prestations objet du délai global de l'accord-cadre. Les conséquences financières de cette contrainte sont incluses dans les prix de l'accord-cadre.

Si pendant la période de garantie, le besoin de procéder à quelque réparation que ce soit est signalé au titulaire, celui-ci devra commencer les travaux nécessaires dans le délai maximum de 15 jours, à compter de la notification de l'ordre de service.

La garantie de parfait achèvement ne couvre pas les détériorations dû aux effets de l'usage ou de l'usure normale de l'ouvrage.

En complément de l'article 44.2 du CCAG-Travaux, il est précisé, qu'à l'expiration du délai de garantie, si le Titulaire n'a pas remédié aux imperfections, malfaçons et aux absences

d'exécution notées en réserves ou procédé aux reprises énoncées, le délai de garantie en cause peut être prolongé par décision du Maître d'ouvrage jusqu'à l'exécution complète des prestations, que celles-ci soient assurées par le Titulaire ou qu'elles le soient d'office conformément aux stipulations de l'article 41.6 du CCAG-Travaux.

8.4.2. Garantie décennale

Une garantie décennale est exigée pour l'ensemble des travaux des lots 1 et lot 2.

Cette garantie est également due dans les conditions prévues aux articles 1792 et suivants du Code Civil qui précise :

« Tout constructeur d'un ouvrage est responsable de plein droit, envers le maître ou l'acquéreur de l'ouvrage, des dommages, même résultant d'un vice du sol, qui compromettent la solidité de l'ouvrage ou qui, l'affectant dans l'un de ses éléments constitutifs ou l'un de ses éléments d'équipement, le rendent impropre à sa destination.

Une telle responsabilité n'a point lieu si le constructeur prouve que les dommages proviennent d'une cause étrangère. »

8.4.3. Garantie de reprise des végétaux

Le titulaire est tenu de garantir le parfait développement des végétaux plantés ou semés, durant la période de garantie végétale. Il est précisé que cette garantie démarre au plus tôt à la date de réception de l'ensemble des travaux, sinon à la date de réception des travaux de végétalisation si celle-ci est dissociée et plus tardive que la précédente.

La première année de garantie ne sera décomptée qu'à l'issue de la deuxième saison végétative passée en terre.

Pour le lot 1 : la période de garantie est de 3 ans.

Pour le lot 2 : la période de garantie est de 1 an.

La garantie couvre l'ensemble des végétaux plantés ou semés sur le site pendant les travaux. La garantie comprend :

- L'arrachage et l'enlèvement des végétaux morts à titre gratuit,
- Le remplacement des végétaux à titre gratuit avant le 30 novembre de l'année suivant les constats de reprise, respectant les normes et prescriptions initiales,
- Le remplacement de chaque végétal mort ou présentant un défaut de feuillaison évident, tête non feuillée ou bois mort trop important, qui après la taille de celui-ci, fait que le végétal ne correspondant plus à sa catégorie.

Les éventuels végétaux à remplacer sont définis sur la base d'un constat réalisé par le Maître d'ouvrage ou son représentant, et en présence du titulaire de l'accord-cadre pour chaque année durant le délai de garantie.

Un taux de reprise global supérieure ou égale à 90 % est fixé dans le cadre de l'accord-cadre. Si ce taux de reprise n'est pas atteint, la totalité des végétaux morts ou non-conformes est remplacée par l'entreprise avant le 31 décembre de l'année civile durant laquelle a été effectuée le constat. Le remplacement des végétaux intervient pendant la période de repos végétatif de l'année de garantie.

La détermination des quantités nécessaires étant fonction des conditions climatiques, il appartiendra au Titulaire d'en faire les bonnes estimations pour chaque catégorie de végétaux.

Le Titulaire doit assurer l'arrosage nécessaire à la reprise et à la pousse correcte des végétaux. Il sera exigé des arrosages conséquents les deux premières semaines. Le Titulaire restaurera, si besoin, les enherbements.

A noter que l'utilisation de désherbants et autres produits phytosanitaires est proscrite sur les abords de cours d'eau : un entretien mécanique des parties paysagères et accotements (tonte, broyage, fauchage, débroussaillage, élagage...) doit être pratiqué. En effet, les produits phytosanitaires tels que les herbicides ou limiteurs de croissance, lorsqu'ils sont utilisés régulièrement, peuvent être lessivés et entraînés vers les milieux aquatiques

8.4.4. Précisions sur les fournitures

Chaque fourniture dispose de garanties fournisseurs plus ou moins longues.
Le Titulaire est tenu de remplacer à ses frais toute fourniture défectueuse en cours de chantier.

La non-conformité d'une fourniture, engendrant une non-admission du Maître d'ouvrage, ne relève pas de dispositions de garantie. Pour rappel, le Titulaire est tenu de présenter des fournitures conformes aux dispositions de l'accord-cadre, certaines devant en plus être agréées par le Maître d'ouvrage.

9. RESPONSABILITES ET ASSURANCE

9.1. Responsabilités

D'une façon générale, le titulaire assume les risques et les responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

Le titulaire déclare être couvert en matière de dommages pouvant être causés aux tiers et au Maître d'ouvrage par une assurance de responsabilité aussi bien pendant les travaux qu'après la réception des ouvrages et/ou équipements.

Il continuera même après réception à garantir le Maître d'ouvrage des recours pouvant être exercés contre lui par les tiers victimes de dommages du fait ou à l'occasion de l'exécution de travaux.

Les primes d'assurances relatives aux garanties personnelles souscrites par l'entrepreneur en matière de responsabilité civile générale et responsabilité décennale sont incluses dans l'offre de l'entrepreneur et restent à la charge de ce dernier.

9.2. Assurances

9.2.1. Responsabilité civile professionnelle (RC)

Le Titulaire est responsable de tous les dommages résultant de ses actes, de ses biens et des personnes dont il est responsable, notamment de ses sous-traitants, que ces dommages surviennent en cours d'études, durant les travaux ou après l'achèvement de ceux-ci.

La réception partielle ou totale des ouvrages est sans préjudice des obligations et responsabilités du Titulaire en cas de dommages aux tiers survenant après l'achèvement des travaux.

Le Titulaire doit justifier de la souscription d'une police de Responsabilité civile en vigueur à l'époque des travaux et/ou de sa mission.

Cette police a pour objet de garantir les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber au titre des dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non, causés aux tiers, y compris au Maître d'ouvrage, de son fait ou de celui de ses sous-traitants du fait de l'exécution de l'accord-cadre.

Montants minimum requis

1. La police d'assurance de Responsabilité civile doit comporter, pour le Titulaire, au minimum, une garantie à concurrence des montants ci-après :

- Responsabilité civile avant livraison/réception :
 - 10 000 000 € par sinistre tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels) dont :
 - Dommages matériels et immatériels consécutifs : 5 000 000 €
 - Dommages immatériels non consécutifs : 3 000 000 €
- Responsabilité civile après livraison/réception :
 - 10 000 000 € par an tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels) dont :
 - Dommages matériels et immatériels consécutifs : 5 000 000 €
 - Dommages immatériels non consécutifs : 3 000 000 €
- RC Atteinte à l'Environnement : 3 000 000 € par an

2. En cas de groupement conjoint, cette exigence minimum s'entend par membre du groupement.

En cas de groupement solidaire, le groupement peut justifier d'une police de groupement. Cette police de groupement doit permettre le respect par le groupement des niveaux de couverture précités par sinistre.

3. Si le Titulaire a souscrit habituellement des montants de garanties supérieurs, il s'engage à les conserver pour l'accord-cadre et à communiquer les attestations d'assurances comportant ces montants dans leur intégralité.

4. Le Maître d'ouvrage ayant souscrit une garantie Risques chantier (RC) 1ère ligne au titre d'une extension de la police Tous risques chantier (TRC), les assurances ci-dessus interviendront en complément de limites ou de conditions de cette garantie.

Attestation d'assurance

1. Le Titulaire doit être en mesure de justifier qu'il a souscrit un contrat d'assurance le couvrant pour ses responsabilités.

Le Titulaire est tenu de fournir au Maître d'ouvrage, à la notification de l'accord-cadre puis chaque année pendant toute la durée des travaux et ce avant le 1er février de l'année en cours, une attestation d'assurance de sa compagnie d'assurance, ou de toute personne habilitée, indiquant que la police ci-dessus est en vigueur au titre de l'exercice et que les primes y afférentes sont dûment réglées.

2. Cette attestation d'assurance doit préciser l'identité de la compagnie ou de la mutuelle d'assurance, le numéro de la (ou des) police(s), le montant des capitaux garantis par catégorie

de risque, le montant des franchises et l'acceptation de couvrir le Titulaire au titre de l'accord-cadre (à désigner dans l'attestation).

3. L'attestation d'assurance du sous-traitant est à remettre à première demande et dans les mêmes formes et conditions que celles indiquées ci-avant.

9.2.2. Responsabilité civile décennale ouvrage soumis

1. Pour les travaux soumis à l'obligation d'assurance de Responsabilité civile décennale, édictée par les articles L. 241-1 et L. 241-2 du code des assurances, le Titulaire s'engage à produire une attestation d'assurance émanant d'une société d'assurances, se conformant aux exigences et modalités ci-après.

2. Les montants assurés sont au minimum de :

- entreprises de démolition, gros œuvre, fondations, maçonnerie, clos couvert, étanchéité, corps d'état techniques : 10 000 000 € par sinistre.
- corps d'état secondaires : 6 000 000 € par sinistre.
- en cas d'entreprise générale (tous corps d'état) : 15 000 000 € par sinistre.

3. En cas de groupement conjoint, cette exigence minimum s'entend par membre du groupement.

En cas de groupement solidaire, le groupement peut justifier d'une police de groupement. Cette police de groupement doit permettre le respect par le groupement des niveaux de couverture précités par sinistre.

Dès la phase de candidature, le Titulaire s'engage à produire soit une attestation si cela est possible, soit une lettre d'intention d'un assureur de couvrir le Titulaire dans les conditions requises, et au plus tard, à la date de démarrage des travaux.

Le Titulaire s'engage à produire une attestation définitive portant également les mentions suivantes :

- l'identité de la Compagnie ou de la Mutuelle d'Assurance ;
- les numéros, type et date d'effet du/ou des contrats ;
- les qualifications, missions/activités, nature des travaux garantis ;
- la nature des garanties accordées, devant inclure les garanties et les montants précités à l'article 9.1.1. ci-avant.

L'attestation doit être valable à la date de Déclaration d'ouverture du chantier (DOC).

L'attestation devra être nominative de chantier et préciser en complément :

- le nom du Maître d'Ouvrage ;
- l'adresse du chantier ;
- le coût total de construction (travaux + honoraires) ;
- la nature et le montant de l'accord-cadre de l'Assuré ;
- être sans application de la règle proportionnelle.

9.2.3. Assurances de Responsabilité civile décennale (RCD) « Ouvrages non-soumis »

Pour les ouvrages non-soumis à l'obligation d'assurance, il n'est pas imposé la souscription d'une police pour les besoins de l'accord-cadre.

Toutefois, si le Titulaire était déjà assuré pour ces travaux ou souscrivait une police de son propre chef, il s'engage alors à remettre les attestations d'assurances correspondantes au Maître d'ouvrage.

9.2.4. Dispositions diverses concernant les assurances

Renonciation à recours : le Titulaire renonce à tout recours envers le Maître d'Ouvrage à raison du contenu ou de l'application des polices souscrites par ce dernier.

Surprime : toute surprime qui sera appliquée au titre des polices souscrites par le Maître d'Ouvrage, sera répercutée au Titulaire dès lors que ce dernier est à l'origine de celle-ci.

Responsabilités : Il est précisé que les garanties souscrites par le Maître d'Ouvrage au profit de l'ensemble des Intervenants à l'acte de construire seront accordées selon les clauses et conditions (en particulier de délimitation de montant de garantie, de franchise et d'exclusions) des Polices effectivement souscrites et que la souscription, par le Maître d'Ouvrage, de ces garanties, n'exonère en aucune façon l'Intervenant de ses risques et responsabilités et ne le dispense pas de souscrire les assurances complémentaires qu'il jugerait nécessaires. Le Titulaire est seul juge de la nécessité de conserver ses propres garanties.

De même, les garanties souscrites par le Maître d'Ouvrage n'apportent aucune modification aux responsabilités encourues par le Titulaire ; celui-ci s'interdit donc tous recours contre le Maître d'Ouvrage eu égard notamment au contenu et au fonctionnement des polices mises en place par ce dernier.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du Titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit, ou d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire, ou de souscrire ladite assurance pour son compte et celui de ses sous-traitants. Lorsque le Maître d'Ouvrage souscrit une assurance complémentaire pour le compte du Titulaire, le montant de la cotisation correspondante sera déduit du montant de l'accord-cadre de l'Intervenant concerné.

Assurances du matériel : Le Titulaire fait sa propre affaire de l'assurance de son matériel d'entreprise ; il s'engage à renoncer à tous recours contre le Maître d'Ouvrage et en cas de dommages à ses propres biens, il s'engage également à obtenir de ses assureurs pareille renonciation.

Communication : sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le Titulaire est tenu de présenter, le cas échéant, ses polices et en tout état de cause ses attestations d'assurances qui préciseront les éléments requis et rappelleront que tous les avenants, modifications ou résiliation seront signalés au Maître d'Ouvrage préalablement à leur entrée en vigueur.

Gestion des sinistres : le Titulaire s'engage à apporter toute collaboration dans la gestion des sinistres.

10. CONFLITS D'INTÉRÊTS – ÉGALITÉ DE TRAITEMENT – PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

10.1. Conflits d'intérêts

Le Titulaire (dont il est rappelé qu'il s'entend du Mandataire et des cotraitants du groupement titulaire) s'engage à maintenir rigoureusement, en toutes circonstances, son indépendance d'analyse, de proposition et d'action, afin d'éviter toute situation de conflit d'intérêts, tel que défini ci-après, entre les intérêts d'un ou plusieurs membres du groupement Titulaire et ceux du Maître d'ouvrage. Il veille à ce que l'ensemble de ses fournisseurs et sous-traitants respectent ces mêmes règles de prévention des conflits d'intérêts et il adresse au Maître d'ouvrage, à la fin de chaque année civile à compter de la notification de l'accord-cadre, un

rapport sur l'ensemble des mesures de de gestion, de prévention et de contrôle mises en place relatives aux conflits d'intérêts.

Dès qu'il a connaissance d'une situation susceptible de constituer un conflit d'intérêts, le Mandataire informe le Maître d'ouvrage et le ou les membres du Titulaire concernés s'abstiennent de participer aux réunions ou aux prises de décisions liées à cette situation dans l'attente de la soumission par le Titulaire à l'approbation du Maître d'ouvrage des mesures qu'il propose de mettre en œuvre afin de mettre fin à cette situation.

Par « conflit d'intérêts » au sens du présent article, on entend toute situation d'interférence entre les intérêts directs ou indirects d'un ou plusieurs membres du Titulaire, ses sous-traitants ou fournisseurs et ceux du Maître d'ouvrage, pris au regard de l'ensemble de ses missions statutaires, qui est susceptible d'influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif du Maître d'ouvrage ou du Titulaire au regard de ses missions au titre de l'accord-cadre.

On entend par « intérêt(s) » tout intérêt, direct ou indirect, financier, économique ou tout intérêt personnel.

10.2. Egalité de traitement

Le Titulaire communique au Maître d'ouvrage toute information ou tout document, sans y opposer le secret des affaires, que le Maître d'ouvrage estime nécessaire pour assurer le respect du principe d'égalité de traitement entre les candidats dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence qui serait lancée par le Maître d'ouvrage pour l'attribution d'un marché en lien avec tout ou partie des missions confiées au Titulaire au titre de l'accord-cadre ou en lien avec tout ou partie des ouvrages.

10.3. Prévention et lutte contre la corruption

Les parties s'engagent à respecter les obligations légales et réglementaires en matière de transparence et de lutte contre la corruption et notamment la loi française relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique « Sapin II » de 2016. Ainsi que le Foreign Corrupt Practices Act des Etats-Unis de 1977, le Bribery Act du Royaume-Uni de 2010 et toutes autres lois, ordonnances, règlements, codes, directives et conventions internationales, locaux, nationaux, régionaux et internationaux, en matière de lutte contre la corruption, y compris les réglementations y afférents en matière de comptabilité et de contrôles internes, applicables aux parties en raison de leur lieu d'immatriculation, du lieu où elles opèrent ou du lieu où elles effectuent des transactions.

Les parties s'engagent à ne jamais offrir, promettre ou octroyer tout avantage indu, pécuniaire ou autre, de manière intentionnelle directement ou indirectement, en vue d'obtenir une action illégale, illégitime ou déloyale pour l'accord-cadre, à leur profit ou au profit d'un tiers.

A ce titre, les parties veilleront particulièrement :

- à déclarer à l'autre partie toute situation de conflits d'intérêts potentielle ou réelle dans les conditions précisées à l'article 14.1 du présent document ;
- à ce que les sommes perçues au titre du présent accord-cadre soient exclusivement la contrepartie des prestations, présentes et à venir, convenues et réalisées et ne soient pas utilisées en violation de la réglementation visant à condamner la corruption et les infractions connexes.

Le titulaire reconnaît avoir lu et avoir pleine connaissance du Code de conduite de la Société des grands projets, notamment en sa première partie visant à lutter contre la corruption, dans leur dernière version disponible sur le site internet www.societedesgrandsprojets.fr, et

s'engage à prendre toutes les mesures propres à éviter toute violation par son fait de ses dispositions dans l'exécution du présent accord-cadre.

D'une manière générale, les parties s'engagent à sensibiliser leurs salariés, représentants et prestataires sur les dispositifs anti-corruption légaux et ceux qu'elles ont mis en place.

Dans le cas où le titulaire, qui a connaissance ou suspecte dans le cadre de ses activités, en toute bonne foi et compte tenu des informations à sa disposition, une irrégularité ou une infraction concernant les écritures comptables, des agissements financiers, des actes relevant de la corruption, des pratiques anti-concurrentielles ou tout autre acte qui serait contraire aux règles éthiques de l'Acheteur s'engage à lui reporter sans délai.

Les engagements contenus dans la présente clause constituent pour l'Acheteur un élément déterminant pour l'exécution du présent accord-cadre.

En conséquence, en cas de manquement avéré, ou rendu crédible par la réunion d'un faisceau d'indices concordants, par le titulaire à l'une de ses obligations au titre de la présente clause, ce manquement sera considéré comme une violation substantielle du présent accord-cadre et l'Acheteur pourra, après mise en demeure, résilier le présent accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire, conformément à l'article 18 du présent document.

11. CHANGEMENTS DANS L'ENTREPRISE TITULAIRE

11.1. Changements dans la structure de l'entreprise

En cas de changement(s) dans son entreprise (Mandataire ou co-traitant, en cas de groupement) affectant ou non sa forme juridique, sous peine du renvoi sans autre formalité de ses factures éventuellement en instance, le Titulaire ou le Mandataire (en cas de groupement) s'engage :

- à en informer ou en faire informer directement et immédiatement par écrit le Maître d'ouvrage ;
- à fournir alors dans les délais les plus brefs au Maître d'ouvrage les documents que ce dernier lui demandera.

11.2. Remplacement du contractant initial sans nouvelle mise en concurrence

La composition du groupement titulaire de l'accord-cadre peut être modifiée par avenant lorsqu'un nouveau contractant remplace celui auquel l'accord-cadre a été initialement attribué, à la suite d'une succession ou d'une opération de restructuration de l'un des membres du groupement titulaire.

Ce nouveau contractant au sein du groupement est proposé sauf souhait exprimé par les autres membres du groupement de poursuivre les travaux dans le cadre d'un groupement réduit à eux-seuls.

Dans tous les cas, un avenant ne peut être conclu en cas de capacités professionnelles et financières insuffisantes et/ou si ce remplacement entraîne d'autres modifications substantielles de l'accord-cadre.

12. CONFIDENTIALITÉ

Toutes les informations dont le Titulaire aurait connaissance au cours de l'exécution de l'accord-cadre revêtent un caractère strictement confidentiel. Le Titulaire s'engage à en respecter la confidentialité absolue, à ne pas les divulguer à des tiers, de quelque manière que ce soit, sans avoir obtenu l'accord préalable écrit du Maître d'ouvrage.

Conformément à l'article 1204 du code civil, il se porte fort pour tout son personnel (salariés et collaborateurs, intervenants) et ses sous-traitants du respect de cette obligation de confidentialité.

Seules échappent à cette obligation les informations tombées officiellement dans le domaine public, diffusées dans le public antérieurement à cette communication ou signalées comme non confidentielles.

Au sens du présent article, l'expression « Informations confidentielles » recouvre toutes les informations données de nature commerciale, financière ou technique, quelle qu'en soit la nature ou la forme (écrite ou orale et notamment tous documents écrits ou imprimés, modèles, disques, disquette, clés USB, cédéroms et plus généralement toutes formes et modèles susceptibles d'être adoptés), qui sont transmises par le Maître d'ouvrage au Titulaire ou dont le Titulaire a connaissance au cours de sa mission.

L'absence de mention « confidentiel » portée sur les documents ne vaut en aucun cas dérogation à cette règle.

Le Titulaire s'engage à ce que, pendant la durée et à l'issue de l'accord-cadre et les dix années qui s'ensuivront, les informations confidentielles reçues du Maître d'ouvrage :
soient traitées avec la même précaution que chacune des parties porte à la préservation de ses propres informations confidentielles et à faire respecter cette disposition à ses collaborateurs, employés et sous-traitants éventuels ;
ne soient pas utilisées dans un cadre autre que celui de l'accord-cadre.

Les informations orales transmises au Titulaire, relatives à des opérations confidentielles, ne peuvent en aucun cas être communiquées ni divulguées par ce dernier à des tiers.

Le Titulaire s'engage à restituer à première demande du Maître d'ouvrage tous documents ou autres supports contenant des informations confidentielles, que celui-ci aurait été amené à lui remettre dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre ainsi que toutes les reproductions.

De façon générale, le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, offres, études, documents et décisions dont il a connaissance au cours de sa mission.

Enfin, le Titulaire n'est pas soumis à l'obligation de confidentialité prévue au présent article en cas d'obligation légale ou de décision de justice de fournir des informations confidentielles à une autorité publique. Dans cette hypothèse, le Titulaire doit informer le Maître d'ouvrage de la requête ou de l'injonction qui lui a été faite de communiquer.

Le Titulaire (Mandataire et co-traitants) assume, dès la notification de l'accord-cadre, la pleine et entière responsabilité de la bonne exécution des obligations mentionnées au présent article.

13. RESILIATION DU MARCHE - MESURES COERCITIVES - REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES

13.1. Résiliation et mesures coercitives

Il est fait application des articles 50 à 52 du CCAG-Travaux.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-7 du code la commande publique, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du Titulaire sans mise en demeure préalable et sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

En cas de refus de produire les pièces requises aux échéances fixées par les dispositions du code du travail prévues à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique (tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre), l'accord-cadre peut être résilié aux torts du Titulaire après mise en demeure préalable de produire les pièces dans un délai de quinze jours, restée sans suite et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

13.2. Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution et obligation de réparation du Titulaire

Les dommages de toute nature, causés par le Titulaire au personnel ou aux biens du Maître d'ouvrage, à tout ouvrage existant aux abords du chantier et notamment toute atteinte à l'environnement, du fait de la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution, sont à la charge du Titulaire, sauf si celui-ci établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement de stipulations de l'accord-cadre ou de prescriptions d'ordre de service.

Lorsque le Titulaire ne se conforme pas volontairement à son obligation de réparation, résultant des dommages causés, le Maître d'ouvrage le met en demeure d'y satisfaire, dans un délai déterminé, par une décision qui lui est notifiée par écrit.

Ce délai, sauf pour des raisons tenant à la sécurité des biens et des personnes, n'est pas inférieur à quinze jours à compter de la date de notification de la mise en demeure.

Si le Titulaire n'a pas déféré à la mise en demeure, la réparation peut être ordonnée, à ses frais et risques.

13.3. Règlement des différends

Pour tout différend entre les parties relatif à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre, celles-ci s'obligent à rechercher préalablement un accord amiable, notamment dans le cadre des réunions de suivi d'exécution.

La Société des Grands Projets et le Titulaire peuvent, d'un commun accord, mettre en place et recourir, en application de l'article 55.2 du CCAG-Travaux, à un comité de règlement amiable des différends composé d'une à trois personnes ayant une compétence reconnue en matière de règlement des différends, remplissant des garanties d'impartialité et d'indépendance.

Si les parties décident d'y recourir, les modalités de fonctionnement du comité seront précisées avec les membres du comité, dans un règlement *ad hoc* et/ou au travers des lettres de mission en respectant les principes ci-après.

Aucun conflit d'intérêts ne doit exister entre le (ou les) membre(s) et les parties, pouvant être perçu comme compromettant leur impartialité ou leur indépendance. Ceux-ci signent un accord tripartite les obligeant à servir les deux parties de manière impartiale, équitable et diligente.

Notamment, le (ou les) membre(s) du comité, ainsi que les entreprises qui leur seraient liées, s'interdisent de fournir tout conseil à l'une ou aux côtés de l'une des parties ou d'une entreprise qui leur serait liée. La rémunération du (ou des) membre(s) et les frais de déplacement correspondants sont pris en charge à part égale par la Société des Grands Projets et le Titulaire.

Lorsqu'un différend apparaît, le comité pourra être sollicité, après accord des deux parties, pour formuler une recommandation en vue de son règlement. Le comité émet alors une recommandation écrite formulée dans un délai de trente jours à compter de sa saisine. Cette recommandation ne peut remettre en cause les stipulations de l'accord-cadre et les règles de la commande publique. Dans cette limite, elle porte sur le bien-fondé des positions des parties au regard des éléments de fait et de droit, portés à leur connaissance. La recommandation n'est pas exécutoire.

Sauf accord contraire des parties, les travaux du comité sont soumis au principe du contradictoire et de la plus stricte confidentialité.

Lorsque la Société des Grands Projets et le Titulaire recourent à un comité de règlement amiable des différends en application du présent article, les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions sont suspendues. Ils recommencent à courir à compter de la date de la notification de la décision prise par la Société des Grands Projets sur la dernière recommandation formulée par le comité.

Par dérogation aux articles 55.2.1 et 55.2.3 du CCAG-Travaux, l'arbitrage et la conciliation ne sont pas applicables à l'accord-cadre.

A défaut d'accord, le tribunal administratif de Montreuil est le seul compétent.

14. MISE A DISPOSITION DE DONNÉES

Conformément au code des relations entre le public et l'administration, tel que modifié notamment la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique, la Société des Grands Projets est engagée dans une démarche Open Data de publication sur Data.gouv.fr d'informations publiques pouvant résulter de certaines données de conception et de réalisation du Grand Paris Express.

La mise à disposition de ces données sur un portail Open data permet à toute personne qui le souhaite d'accéder à tous les types de données publiés, et de les réutiliser dans les conditions définies par le code des relations entre le public et l'administration et, éventuellement, sous une licence de réutilisation publique qui précise les droits et les obligations attachés aux données. Cette démarche oblige l'établissement public à prévoir, dès la contractualisation d'un marché, les modalités de publication des données produites, le cas échéant, dans le cadre de son exécution.

Sont expressément exclues de cette démarche les informations non considérées comme des informations publiques telles celles portant sur des documents non achevés (conservant un caractère préparatoire à une décision à venir), celles susceptibles de porter atteinte au secret en matière commerciale et industrielle, à la sécurité publique, à la sécurité des personnes ou à la sécurité des systèmes d'information des administrations, les données à caractère

personnel ainsi que celles sur lesquelles des tiers détiendraient des droits de propriété intellectuelle.

15. UTILISATION DES RÉSULTATS

Le Titulaire est amené à créer, dans le cadre de sa mission au titre des prestations, des œuvres protégeables au titre du droit d'auteur y inclus, sans que cette énumération ne soit exhaustive, des études et travaux d'analyse, livrables, cartes, plans, rapports, schémas, tableaux, et autres documents (ci-après "les Œuvres").

Le Titulaire cède à la Société des Grands Projets, sous réserve du respect par cette dernière de son nom et de sa qualité, chacun des droits patrimoniaux d'auteur sur les Œuvres tels que définis ci-dessous :

- le droit exclusif de reproduire et de dupliquer, sur tous supports connus à la date de signature du présent document ou non encore connus, par tous moyens et en tous formats, tout ou partie des Œuvres et toute autre opération pouvant en dériver, et pour la réalisation de plan, maquette, schéma, dessin, gravure, photographie, moulage, enregistrement mécanique, cinématographique, magnétique, analogique, numérique, optique ;
- le droit exclusif de représenter tout ou partie des Œuvres, sur tous supports connus à la date de signature du présent document ou non encore connus, par tous moyens et en tous formats, notamment par la projection, l'affichage, l'exposition, la diffusion par voie hertzienne, par satellite, par câble, par télédiffusion, par tous moyens et sur tous supports, y compris par Internet, intranet ou extranet ;
- le droit exclusif d'établir toute version, en langue française et étrangère, et en tout langage y compris informatique, de tout ou partie des Œuvres, et plus généralement, le droit de traduction, d'arrangement, de modification, et le droit d'adapter, de transformer, en tout ou partie, les Œuvres aux fins de tous types d'exploitation, dans le respect des droits moraux du Titulaire ;
- le droit exclusif de publier, notamment en ligne lorsque les documents sont disponibles sous forme électronique, de diffuser, d'éditer et de rééditer, d'exploiter, y compris à titre commercial, les Œuvres, ainsi que les bases de données et données incluses, le cas échéant, dans les Œuvres, notamment en vue de la mise à disposition des informations publiques à des fins d'information ou de réutilisation, dans le respect des dispositions du code des relations entre le public et l'administration, par toute personne qui le souhaite à d'autres fins que celles de la mission de service public pour les besoins de laquelle les documents ont été reçus, notamment dans le cadre de projets d'innovations, de valorisation sociale, économique et environnementale ou de partenariat, le tout à titre gratuit ou onéreux.

Cette cession intervient au fur et à mesure de la création des Œuvres et vaut pour le monde entier et pour une durée de soixante-dix ans à compter du 1er janvier de l'année civile qui suit la date à laquelle chaque élément a été publié.

La Société des Grands Projets est libre de transférer, de donner en licence, ou de disposer de toute autre manière qu'il lui plaira, de tout ou partie des Œuvres qui lui sont cédées par le présent document.

La rémunération de la mission du Titulaire au titre des prestations prévues à l'Acte d'engagement inclut la rémunération de la cession de l'ensemble des droits d'auteur du Titulaire sur les Œuvres, cette cession intervenant pour un montant forfaitaire étant donné la nature et la destination des Œuvres.

La propriété du support matériel des Œuvres et notamment toutes études et tous projets architecturaux, tous dossiers, toutes pièces écrites et tous autres documents relatifs à l'accord-cadre sont cédés à la Société des Grands Projets.

Le présent article restera en vigueur à l'expiration ou à la résiliation de l'accord-cadre quelle qu'en soit la cause.

16. DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX

Les articles suivants du CCAP dérogent au CCAG-Travaux :

Articles du CCAP	Articles du CCAG-travaux
1.8.3	52.7
2	4.1
3.2	11.4 et 11.5
3.3	13
3.4.1	10.7.1 et 12.5.1
3.4.2.1	12.2.2
3.4.5	12.3.2, 12.4.2 et 12.4.4
3.5	13.4 et 13.5
5.1.1	18
5.1.2	42.1
5.3.1	19.2.1, 19.2.2, 19.2.4, 19.3 et 52.1
5.4.	19.3
6.1	23.2
7.3.5	31.3
7.3.7.1	43.3
7.3.10	28.5
7.7	34.1
8.3	41
8.4.1	42.3
13.3	55.2.1 et 55.2.3